

N° 597

Semaine

du 7 février

au 14 février 1973

PRIX : 1,50 F

# informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

## POURQUOI VINGT CANDIDATS ?

Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'UDR, a dit : « Et l'on voudrait que le Président Pompidou, élu sur un programme diamétralement opposé, reste tranquillement à l'Elysée pour servir de caution à ce chambardement, alors qu'il a pour mandat de faire progresser la France dans l'ordre, dans la liberté et le respect de la Constitution. »

Nous le constatons la semaine dernière : Marchais et Mitterrand font assaut d'éloquence pour assurer qu'ils ne toucheront pas à la Constitution de la V<sup>e</sup> République, qu'ils sont prêts à garder, à sa place, Georges Pompidou. Peyrefitte leur répond.

Nous le constatons aussi, les responsables du mouvement ouvrier rivalisent pour donner aux travailleurs des conseils de sagesse.

Les « radicaux de gauche » ont clairement explicité ce qu'ils entendaient, eux, par cette sagesse.

Parlant des objectifs du Programme commun, leur leader Maurice Faure, après avoir dit que pour lui le Programme commun n'était pas contradictoire avec le manifeste radical de J.J. Servan-Schreiber intitulé « Ciel et Terre », explique que « tout n'est pas possible en vingt-quatre heures » et que « cinq ans seront bien nécessaires » ; par ailleurs, son partenaire Robert Fabre enchaîne : « Nous appliquerons le programme et pas plus que le programme. Au bout de cinq ans, le débat pourra être repris. »

Si l'on comprend bien, il sera temps de s'arrêter au moment où l'on pourrait commencer. Nous avons donné notre appréciation du Programme commun, mais n'est-il pas clair que MM. Fabre et Faure expliquent que s'il faut bien faire des promesses quant aux revendications des travailleurs, il n'est pas nécessaire de les tenir ?

François Mitterrand a précisé ce que signifiait, pour lui, le Programme commun : « Notre programme ne définit ni une société socialiste, ni une société communiste, il est tout simplement un grand pas en avant vers la conquête des libertés. » Les dirigeants du PCF, de leur côté, ne tiennent pas un autre langage.

Mais alors deux questions ne peuvent être évitées :

1<sup>o</sup> Peut-on faire un pas en avant dans la conquête des libertés sans remettre en cause la constitution autoritaire et présidentielle de la V<sup>e</sup> République sur la base de laquelle ont été édifiés un ensemble d'institutions anti-démocratiques ? Les libertés indispensables aux travailleurs pour qu'ils arrachent la satisfaction de leurs revendications sont-elles compatibles avec l'ordre dont parle Peyrefitte, l'ordre des Kaspéreit et de leurs hommes de main, dont la base est donnée par la Constitution de 1958 ?

2<sup>o</sup> Peut-on faire un seul pas en avant dans la voie de la satisfaction des revendications sans remettre en cause le contrôle, le pouvoir des monopoles qui tirent leur puissance du fonctionnement même du système capitaliste, dont MM. Fabre et Faure sont les partisans avoués ?

Les directions du PCF et du PS ont défini leurs objectifs. En s'en tenant strictement à ce qu'elles en disent elles-mêmes et puisque la bourgeoisie par ses porte-parole divers déclare ne pas les accepter, il n'est pas possible d'envisager leur réalisation en dehors de la formation d'un gouvernement du PS et du PCF sans représentants de la bourgeoisie.

Les travailleurs commencent à tirer cette conclusion. Et c'est pourquoi le mot d'ordre du gouvernement des partis qu'ils chargent de leurs aspirations, d'un gouvernement du PS et du PC sans ministres représentants des partis bourgeois condense aujourd'hui leurs aspirations à en finir avec Pompidou, avec l'UDR, avec le régime capitaliste.

Mais un autre problème se pose. Au printemps de 1917, Lénine demandait : « Peut-on aller de l'avant si l'on craint de marcher au socialisme ? » Toute l'expérience accumulée depuis — celle victorieuse d'Octobre 1917, comme au contraire les défaites de la classe ouvrière auxquelles ont abouti toutes les formules de collaboration avec une fraction de la bourgeoisie — imposent la réponse : « Non ! Pour aller de l'avant, il faut marcher au socialisme ; pour défendre les libertés, il faut marcher au socialisme et donc s'opposer à ses ennemis. »

C'est le cœur même de la politique de l'OCI, de son combat. Et c'est l'un des aspects de ce combat que la présentation de vingt candidats de l'OCI et de l'AJS, exprimant une campagne nationale.

Mais pourquoi vingt candidats seulement ? Est-ce uniquement une question de forces disponibles ? Certes, présenter en grand nombre des candidats entraînerait des difficultés considérables. Mais si cela s'imposait politiquement, il aurait été du devoir des révolutionnaires de tout faire pour y parvenir.

L'avant-garde révolutionnaire n'est pas un rassemblement de rêveurs : son intervention est décidée en fonction d'un examen lucide des réalités politiques. Chacun comprend la portée de l'échéance de mars : c'est un moment important dans une crise politique profonde.

Mais cette crise est loin d'être à son terme. Des millions d'hommes prennent conscience de l'enjeu, se mettent en mouvement, s'interrogent. L'un de leurs premiers actes sera d'exprimer leurs aspirations, dès le 4 mars, par un vote massif pour les partis ouvriers. Cela est certain.

Aujourd'hui, cependant, du fait de la politique des directions des partis de la classe ouvrière, des illusions qu'elles nourrissent, les travailleurs dans leur majorité ne font pas encore leurs conclusions politiques de l'avant-garde bien qu'ils s'engagent dans la voie qui y aboutit.

Jouer au « grand parti » alors qu'il n'existe pas entre l'organisation révolutionnaire et les masses de la classe ouvrière et de la jeunesse les liens nécessaires à la constitution du parti révolutionnaire, serait, à partir d'un pitoyable bluff publicitaire substitué à la lutte pour l'organisation et la conviction, passer sur le terrain que délimite l'ennemi, attendre en fait de lui qu'il donne le cachet de la « crédibilité » à une opération électoraliste. Il ne saurait en être question.

Intégrés pleinement au mouvement de la classe ouvrière, les révolutionnaires ont pour devoir particulier d'expliquer, d'expliquer encore, de convaincre, c'est-à-dire d'organiser.

« Marcher au socialisme » c'est organiser, consolider les premières fondations du parti ouvrier révolutionnaire qu'il faut construire : c'est le sens de la campagne de l'OCI.



**RASSEMBLER  
RASSEMBLER ENCORE  
POUR UN GOUVERNEMENT  
SANS REPRESENTANTS  
DES PARTIS BOURGEOIS**

DEFI AU SYNDICALISME ETUDIANT

**P. NESTERENKO**

secrétaire général de l'UNEF

**EMPRISONNÉ**

Voir pages 4 et 5

**30  
millions**



Dans la semaine du 27 janvier au 3 février 1973 ont été collectés 45.903,00 F, soit, par rapport à la semaine du 20 au 27 janvier (38.763,00 F), 7.140,00 F de plus en une semaine.

Le Comité central de l'OCI, réuni le 4 février, a décidé que 70 % du montant de la souscription « extérieure » devront être collectés pour le 12 février.

ENTREES	
	F
Sommes collectées au 27-1-1973	146.823,00
Collecte du 27-1 au 3-2-1973 :	
R.P.	14.712,00
Province	23.813,00
A.J.S.	7.070,00
Trotskyistes belges	300,00
Total entrées au 3-2-1973	192.726,00

SORTIES	
	F
Dépenses au 27-1-1973	92.403,00
Avances candidats R.P.	8.000,00
Brochure OCI	10.539,00
Brochure AJS	4.387,00
Expéditions	1.550,00
Appel aux enseignants	330,00
Local AJS	300,00
Achat code électoral	225,00
Voyages province	1.500,00
Total dépenses au 3-2-1973	120.040,00

En caisse au compte Itis : 192.726,00 — 120.040,00, soit 72.686,00 F.

**UWE**  
Biblioteca de Comunicacão  
Hemeroteca Geral  
CEDOC



# l'ajs et l'oci au combat

Dans la région parisienne, c'est le troisième week-end où, sur les marchés, au porte-à-porte, avec *Informations Ouvrières*, avec la petite brochure orange « Le programme d'action et la classe ouvrière »; les militants de l'OCI, de l'AO, les militants regroupés autour du journal, les jeunes de l'AJIS élargissent leur diffusion, conquièrent de nouveaux lecteurs réguliers, associent de nouveaux travailleurs au combat pour le vote classe contre classe en faisant signer les « adresses aux partis ouvriers », en collectant l'argent nécessaire à notre campagne politique.

Dans le Val-d'Oise, par exemple, dans les seuls bâtiments des instituteurs, après avoir prévenu deux jours auparavant de notre visite par lettre accompagnée de l'article sur « Juquin, l'Église et l'École », nous vendons six I.O. à Sarcelles, cinq I.O. à Argenteuil, quatre I.O. à Bezons, ou deux directeurs d'école ont signé l'adresse des enseignants aux partis ouvriers.

Dans les Hauts-de-Seine :  
— à Clichy, 13 camarades vendent 23 nouveaux I.O., 6 programmes d'action de la classe ouvrière, collectent 23 F pour la campagne au porte-à-porte des HLM. L'AJIS vend 62 brochures AJS sur le marché et fait 3 adhésions.

— à Levallois, ce sont 10 camarades qui vendent 14 nouveaux I.O., 2 programmes d'action au porte-à-porte. L'AJIS vend 55 brochures.



## un parti d'ordre

« La Ligue communiste est-elle partie intégrante de ce « gauchisme » où, par commodité, le « bourgeois » verse la dizaine de groupuscules classés à gauche du PC ? »

Telle est la question que pose à Alain Krivine lors de sa première conférence de presse un journaliste du journal de l'Essonne *Le Républicain*.

« Je rejette ce terme facile, proteste Alain Krivine. Nous refusons de nous confondre avec certains triblions à cheveux longs, casseurs de voitures. La Ligue communiste est un parti d'ordre. »

Les « cheveux longs » et les « casseurs de voitures », c'est effectivement un langage d'homme d'ordre, celui utilisé contre les lycéens, les étudiants et les jeunes travailleurs. On pourrait s'étonner. N'est-ce pas un lapsus dans la bouche du dirigeant d'une organisation qui fait brailleur ici ou là : « A bas l'école des flics et des patrons ! » (pour parler de l'école laïque et non de l'école confessionnelle) et d'autres mots d'ordre contestataires ?

Mais ces derniers temps, la Ligue communiste a pris une décision lourde de conséquences. Elle appelle à voter au deuxième tour pour tous les candidats de l'Union de la Gauche, y compris les radicaux de gauche, donc aussi pour les représentants directs de l'ordre bourgeois, donc pour l'ordre bourgeois.

Certains pouvaient en douter. Mais la logique des faits est plus implacable que tous les verbiages révolutionnaires et les besoins de l'ordre bourgeois sont très pressants.

Un « parti d'ordre » hostile aux « triblions à cheveux longs ». Dans le langage adéquat, Krivine définit au mieux la place de la Ligue communiste : à l'« extrême gauche » de l'ordre bourgeois...

Dans les Yvelines, dimanche matin aux Mureaux, 21 nouvelles personnes ont acheté I.O. au porte-à-porte, sur le marché nos camarades ont vendu 20 I.O., 7 programmes d'action de la classe ouvrière, le cercle de l'AJIS a diffusé 16 brochures.

— à Ste-Geneviève-des-Bois dans l'Essonne, le porte-à-porte dans les bâtiments des enseignants permet de vendre à 24 nouveaux enseignants notre journal, d'obtenir 4 nouvelles signatures sur l'adresse des enseignants aux partis ouvriers. En outre, sur le seul marché, 13 I.O. sont vendus.

Tous ces nouveaux acheteurs de nos journaux, de nos brochures seront revus chaque semaine, de nouveaux bâtiments, de nouvelles cités seront prospectés dans les semaines à venir.

La campagne électorale commence, notre prospection ne fera que se développer, nous associerons toujours plus à notre combat.

A Paris, dans le 9<sup>e</sup> arrondissement, avec J.-P. Speller, les cercles de l'AJIS en un week-end ont collecté 840 F, vendu 89 J.R., 30 brochures de l'AJIS. Nous avons atteint les 200 signatures de soutien à la candidature de J.-P. Speller.

En tout, dans la région parisienne, 747 enseignants, 247 employés de la Sécurité sociale, 240 postiers ont déjà signé l'adresse aux partis ouvriers.

## Appel de 85 universitaires

### POUR LA RELAXE DE CHARLES BERG

85 universitaires parisiens ;

53 enseignants de la Faculté des Sciences (Halle-aux-Vins), dont les professeurs F. Bruhat, A. Reyuz, M. Zisman, M. Boudarel, J.-L. Krivine, maître de conférence, Etienne, assistant, Malifaud, assistant ;

12 enseignants des Beaux-Arts dont Etienne Martin, sculpteur, M. Charlet ;

Des professeurs d'Assas dont MM. Baidenot et Saada ;

Des enseignants d'Orsay dont les professeurs Delage et P. Perio ;

Des enseignants de la Sorbonne dont M. Bernard, directeur de l'UER d'histoire ;

6 enseignants de Censier dont M. Rosenberg, professeur d'anglais.

Les enseignants des Universités parisiennes protestent contre le procès, qui s'ouvrira le 10 février 1973, intenté à Charles Berg, secrétaire national de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme, et au journal *Jeune Révolutionnaire* par Gabriel-Adolphe Kaspareit, conseiller municipal, député, ancien secrétaire d'Etat du gouvernement Chaban-Delmas (...).

Ils rappellent que la campagne « Justice pour Speller » avait rencontré et rencontre un soutien unanime de toutes les organisations politiques et syndicales démocratiques du pays.

Robert Ballanger, président du groupe parlementaire du PCF, interpellait la Garde des Sceaux pour que s'ouvre le procès Speller. En vain.

C'est pour avoir dans ses colonnes mené campagne sans relâche contre l'impunité laissée aux responsables de la mutilation à vie de Jean-Pierre Speller que le journal *Jeune Révolutionnaire* est inculpé, c'est pour cette raison que le secrétaire national de l'AJIS sera traduit en justice le 10 février sur plainte de Gabriel-Adolphe Kaspareit et de ses fils. Aucun universitaire, aucun citoyen d'opinion démocratique, ne saurait se taire devant une telle ignominie qui, au déni de justice, vient d'ajouter la cynique inculpation des défenseurs de la victime sur plainte des coupables.

Les universitaires soussignés appellent l'opinion publique et universitaire à protester avec force contre ce procès.

— en exigeant que s'ouvre celui que tous attendent, celui des criminels.  
— en exigeant justice pour Speller.  
— en exigeant la relaxe de Charles Berg et de *Jeune Révolutionnaire*.

# 135 jeunes du val-d'oise luttent avec les candidats du socialisme

PONTOISE : dans un foyer de jeunes travailleurs, sept jeunes résidents signent l'appel des jeunes du Val-d'Oise :

« Nous avons décidé de soutenir les candidats du socialisme à Argenteuil. Charles Berg et Liliane Lombard, « En soutenant le candidat de l'OCI ci de l'AJIS, c'est le socialisme, notre programme et notre candidat que nous défendrons. »

Aussitôt, les sept jeunes travailleurs réalisent un panneau, l'affichent dans le foyer, s'adressent aux autres résidents :

« A toi, jeune comme nous, nous disons : rejoins notre combat, rejoins les combattants de la révolution socialiste. »

Mais le directeur du foyer ne l'entend pas ainsi, il tente d'empêcher les jeunes résidents de se rassembler, de s'organiser, il ordonne de tout enlever.

Sa tentative échoue car les résidents n'acceptent pas qu'on les réduise au silence, ils se mobilisent pour leur simple liberté d'expression.

Et ce sont 135 jeunes du Val-d'Oise qui répondent à l'appel des jeunes réunis à Argenteuil la semaine dernière.

135 jeunes qui décident de combattre pour les candidats de l'OCI et de l'AJIS,

135 jeunes qui décident de soutenir les candidats du socialisme.

Ils décident de sortir une affiche, de diffuser leur appel en tract.

# la réforme conduit les écoles normales à la ruine

Deux Ecoles Normales s'affrontent. Pourquoi ? Contre quoi ?

Cassure que chaque normalien, chaque instituteur ressent comme profonde.

Cassure entre l'enfant, ses aspirations, ses facultés et le but final de l'enseignement fixé par la société.

Cassure entre les aspirations des instituteurs et leur propre métier. Telle est la réalité.

Alors le débat est interminable dans ces Ecoles Normales devenues des usines à recyclage d'enseignants, car le rapport Joxe, le plan Rouchette, repris avec complaisance par le gouvernement et la presse, le disent, c'est l'enseignant qui est sclérosé.

Et chaque instituteur, chaque normalien, insatisfait de ses propres connaissances, vient en Ecole Normale, y attendant de résoudre ou d'être aidé pour résoudre ses problèmes face à une si lourde responsabilité.

« Lutter contre la sclérose — affirmer le plan Rouchette — qui empêche l'enfant de se développer harmonieusement. » Cette vague formule recouvre des réalités très palpables... une série de décrets concurrents viennent de tomber : « L'apprentissage de la lecture (« facteur de traumatisme ») n'est plus le critère qui permet de faire passer un enfant de cours préparatoire en CE 1... Qu'importe à M. Rouchette que les jeunes n'apprennent plus à lire. Il sait que le système capitaliste les voue à un travail morne, déqualifié, au chômage. « Les groupes de niveaux A, B, C, D, E sont devenus obligatoires dans les classes. »

Examinons ce que sera la classe dans ces conditions. Des niveaux différents d'élèves s'y feront concurrence car, au bout du compte, il sera encore demandé pour faire des études longues de savoir lire et compter. Ces groupes de niveaux seront définis selon les capacités, les aspirations, la personnalité des enfants.

Alors on utilisera la « psychanalyse » pour les définir. Ou plutôt on truquera et déformera la science fondée par S. Freud pour la faire servir aux intérêts de la classe dominante. De la même façon que

l'impérialisme a utilisé la théorie de la relativité mise au point par Einstein pour fabriquer la bombe atomique.

En effet, chaque grande catégorie prétendument « psychanalytique » regroupera un certain nombre de métiers vers lesquels les enfants seront orientés.

Un « type » par exemple sera orienté vers la coiffure, un « type maniaque » vers le « métier » de balayeur, etc.

Chose curieuse, ces métiers sont tous choisis dans la même classe sociale, celle des prolétaires.

Mais pour ces hypocrites qui utilisent Freud pour l'oppression, « être prolétaire, ce n'est pas une honte ». Alors en effet, dans ces conditions, savoir lire et écrire pour des enfants qui seront orientés autoritairement à 35 % vers les classes de transition, à 30 % vers les CET et cycles courts des lycées et le reste vers le lycée. Savoir lire et écrire n'a pas d'importance pour la majorité d'entre eux.

Tout ceci, comme on peut s'en apercevoir, ne concourt pas au maintien du monopole de l'enseignement primaire, c'est pourquoi un troisième décret est tombé en même temps, supprimant quasi totalement les bourses de normaliens dans les classes pré-baccalauréat 3<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 1<sup>re</sup>, terminale, et laissant à chaque rectorat la possibilité de recruter par concours après le baccalauréat un nombre arbitraire de normaliens qui va décroissant.

Décroissant en effet, car un des principaux foyers d'opposition, malgré les tentatives du gouvernement, demeure les Ecoles Normales, où, par contrecoup de la réforme, le mélange de toutes les catégories d'enseignants use les illusions dans une situation où il devient de plus en plus clair qu'il ne s'agit pas de bonnes volontés individuelles mais d'un système tout entier au service du profit.

Le gouvernement et la bourgeoisie ne cherchent pas à « réformer », c'est-à-dire à améliorer les conditions de l'enseignement dans tous les domaines. Ils veulent réformer par la destruction de l'acquis.

A L'APPEL DE L'A. J. S.

## rassemblement de la jeunesse

23 FEVRIER - MUTUALITE de Comunicacion I Hemeroteca General CEDOC



## « Fermeture au public »

Chacun se souvient de la mesure spectaculaire prise par M. Edgar Faure pour apparaître à la veille des élections comme le défenseur des allocataires à la Caisse d'Allocations Familiales de Paris. Les remèdes de M. Edgar Faure ne sont que tromperies. Voici les extraits d'une lettre de la Caisse d'Allocations Familiales de Roubaix-Tourcoing, envoyée aux allocataires de la région.

« Le Conseil d'Administration de la CAF de Roubaix-Tourcoing a été contraint d'envisager la fermeture de la Caisse au public pendant quatre semaines, du lundi 8 janvier au samedi 3 février inclusivement.

« Vous avez eu connaissance par des informations publiées dans les colonnes de la presse locale, des difficultés que rencontre la Caisse de Roubaix depuis le mois de septembre pour assurer, dans les délais habituels, le paiement mensuel des prestations, l'exploitation des changements de situation de famille, la constitution des nouveaux dossiers.

« Les mesures provisoires adoptées ces dernières semaines (fermeture des guichets les lundis et mardis pour les mois de novembre et de décembre) se sont révélées insuffisantes pour assurer le redressement de la situation.

« L'affluence du public a été si pressante pendant les jours d'ouverture qu'il a été nécessaire chaque semaine de renforcer l'effectif des agents des guichets en prélevant sur celui du personnel affecté à l'examen du courrier, à l'étude des réclamations, à la liquidation des nouveaux dossiers.

« Certes, une partie du retard a été absorbée mais le nombre de lettres et de dossiers en souffrance est encore trop important pour qu'il soit possible d'envisager un retour à une situation normale dans de brefs délais sans l'intervention de mesures exceptionnelles.

« En outre, au 1<sup>er</sup> janvier 1973, entre en vigueur une nouvelle réglementation qui conduit à rattacher, au cours du premier trimestre 1973, les allocataires à la Caisse d'Allocations Familiales dans laquelle se trouve leur résidence et non plus leur lieu de travail, ce qui nécessitera de nombreuses mutations de dossiers. »

La crise est ouverte dans les Caisses d'Allocations Familiales. Elle mûrit dans les Caisses primaires de la Sécurité Sociale. Pour ne prendre que des exemples provenant de la région du Nord, à Dunkerque, à Douai, à Calais, les retards s'accumulent par milliers et milliers. A Roubaix-Tourcoing, on est concentrés dans les industries textiles, les délais de paiement varient de trois semaines à trois mois. Cela signifie que les ouvriers et ouvrières du textile ne peuvent plus appeler le médecin, leur salaire, qui est parmi les plus bas, ne leur permet pas d'attendre le remboursement trois semaines à trois mois.

L'anarchie qui y sévit et qui ne peut que se développer n'a qu'une cause : le gouvernement et le patronat veulent porter des atteintes décisives à l'institution de la Sécurité Sociale pour diminuer les prestations et réintégrer dans le profit les sommes qui appartiennent aux travailleurs.

Le premier acte pour que l'institution de Sécurité Sociale fonctionne au seul service des travailleurs, c'est l'abrogation des ordonnances, c'est de chasser les patrons des Conseils d'Administration. Cela, seul un gouvernement au service des travailleurs peut le réaliser. Un gouvernement des organisations ouvrières sans représentants des partis de la bourgeoisie, ces partis qui de l'UDR aux radicaux de gauche veulent démanteler l'institution.

## O.R.T.F.

### Pour l'indépendance du syndicat

Le SNRT (CGT) est sans conteste un des syndicats les plus importants de la Fédération nationale du spectacle CGT. d'abord par le nombre de ses adhérents qui atteint un chiffre supérieur à 3 000, mais surtout par son lieu d'intervention, l'O.R.T.F. L'O.R.T.F. est un corps de 14 000 agents, un monopole de diffusion gouvernemental, un terrain à conquérir pour les requins de la finance, bref un instrument précieux où chacun est attentif aux humeurs de « certaines catégories de personnels », surtout en ces temps d'élections.

Le SNRT-CGT possède un certain nombre d'acquis, en particulier à la réputation justifiée d'être un syndicat où la démocratie ouvrière et syndicale s'exerce. Ce syndicat a pris position contre la normalisation en Tchécoslovaquie et pour une commission d'enquête de la FNS, chargée de constater quel sort est réservé aux professionnels du spectacle et de la TV dans ce pays.

Le syndicat a largement débattu des problèmes posés par l'assassinat de Pierre Overnev et nombreux sont les militants du SNRT qui ont signé une pétition réclamant la dissolution des milices patronales.

Nous pourrions multiplier les exemples... les fruits de la démocratie syndicale et ouvrière : le syndicat a renforcé son audience auprès du personnel et en trois ans a doublé le nombre de ses cartes.

Cet acquis, cette audience du syndicat, cette force considérable vont-ils être remis en question après deux jours de congrès, où fut abordée la question du soutien éventuel du syndicat de la radio-TV du programme commun ?

On sait que la direction de la CGT a pris position pour le programme commun, c'est-à-dire apporte son soutien au « contrat de législature » par lequel les partis politiques se lient entre eux et au Parlement et au gouvernement. Une telle orientation est contraire à l'indépendance des syndicats par rapport aux partis et aux gouvernements : c'est pourquoi les responsables du PCF ont voulu faire passer au congrès du syndicat le programme commun sans discussions.

Mais le débat a pu avoir lieu : des délégués sont montés à la tribune pour expliquer leurs désaccords avec cette orientation, aliénant l'indépendance de classe des syndicats. Ils ont rappelé que M. Caillavet, sénateur, radical de gau-

## grève et débrayage

Au 38 presse, les travailleurs sont en grève pour le coefficient 162 pour tous. Ils sont classés à la classe 8 et 9 et P1 F. Ils font le même travail, ils exigent pour tous la même classe P1 F avec le coefficient 162.

Ils sont en grève depuis le 30 janvier, ils ont élu un comité de grève, les syndicats CGT - CFDT et CGT-FO soutiennent les revendications et l'action.

Le jeudi 1<sup>er</sup> février, les professionnels ont débrayé deux heures massivement à l'appel des syndicats CGT et CFDT, pour une nouvelle grille de salaires, la reconnaissance de la qualification et toutes les revendications qui leur sont propres. Deux actions. Une même cause : aux usines Renault, comme dans toutes les entreprises en France, le patronat et le gouvernement déqualifient systématiquement. Contraints, devant les luttes, de céder dans ce domaine, ils s'arrangent dans certains secteurs pour ne pas donner le travail correspondant à la qualification, préparant ainsi, pour une autre étape, la déqualification.

Chez Renault comme ailleurs, c'est dans l'unité des travailleurs et de toutes les organisations que l'on peut arracher la satisfaction des revendications. C'est ainsi que la grève de trois semaines des techniciens de la DIP à la fin de l'année dernière s'est soldée par un succès. Les travailleurs et les trois syndicats étaient unis.

Le débrayage des professionnels du jeudi 1<sup>er</sup> février a été suivi par un meeting où Breteau, secrétaire général de la Fédération des Métaux CGT, est longuement intervenu sur le Programme Commun. Certes, le fait que la CGT appuie le Programme Commun pourrait apparaître comme une justification de ce discours. Les travailleurs, néanmoins, qui avaient débrayé massivement, ont estimé que l'essentiel aurait été de donner des explications, de faire des propositions pour la poursuite de l'action unie.

C'est vrai, l'essentiel est là comment arracher les revendications ? C'est à cette question qu'il faut répondre. C'est la réponse à cette question qui peut unir travailleurs et syndicats. Car tous les travailleurs de chez Renault comme ailleurs s'apprennent à voter pour les partis ouvriers, car ils savent que les candidats de la bourgeoisie sont les candidats de l'exploitation et du refus des revendications.

C'est pourquoi, en particulier, les travailleurs de chez Renault ne peuvent que s'écarter de voir que Lamirault, un des Directeurs commerciaux des usines Renault, adjoint de Dreyfus qui refuse les revendications, ait pu estimer conforme à ses intérêts de patron de signer le Programme Commun, s'assurant ainsi la possibilité, comme candidat de l'Union de la gauche, de voir les partis ouvriers appeler les travailleurs à voter au 2<sup>e</sup> tour pour un candidat bourgeois.

## Lettre à la rédaction

Je voudrais signaler quelques faits qui pourront, je crois, intéresser les lecteurs de notre journal et les militants.

L'an dernier, après l'agression dont nous avons été victimes, organisée par des staliniens, que nous ne confondons pas avec les militants du PCF, à la cité Champagne (Argenteuil), j'avais eu une discussion avec le père d'un de mes élèves. Je viens de lui faire passer, avec le quatre pages bleu de l'OCI appelant au vote pour le gouvernement sans représentants des partis de la bourgeoisie, l'appel (95) appelant le PCF et le PS, à partir des caractéristiques du Val-d'Oise, à rompre avec les radicaux, et une petite lettre l'informant de la candidature Berg-Lombard, l'engageant à signer l'appel et à verser un soutien financier pour la campagne électorale de l'OCI. A 16 h 30, le père était là à m'attendre et me dit : « Je suis d'accord avec vous, j'adhère. »

Résultat : 1 I.O., 1 signature, 100 F collectés.

Deuxième exemple : Un jeune couple avec qui nous discutons depuis fort peu de temps (lul ex-militant des comités d'action 88) a réuni autour de nous deux autres couples dont une jeune femme proche du PC. La discussion s'étant menée : 3 I.O. vendus, des signatures, mais le plus important, à mon avis, étant le fait que deux d'entre eux nous ont réclamé des appels pour faire signer autour d'eux dans leur boîte, dans leur bureau.

Troisième exemple : Un contact plus proche de nous, après discussion, convainc sa femme de signer, signe lui-même mais en me disant : « Je garde la feuille pour la faire signer à l'Education nationale » où il est en stage ; il récolte une signature mais me réclame une autre feuille parce que le collègue en question veut la faire signer autour de lui.

Bien sûr tout n'est pas résolu pour autant et des problèmes se posent, auxquels nous ne répondons que très superficiellement. Ainsi, nous nous sommes trouvés confrontés au problème suivant :

Dans l'hypothèse où le PC et le PS ne rompent pas avec les radicaux de gauche, en votant au premier tour, là où il n'y a pas de candidat de l'OCI, et au deuxième tour pour le PC et le PS, finalement nous votons pour l'union de la gauche et le programme commun.

Une des discussions que nous pouvons mener, c'est bien sûr, alors que faut-il faire, faut-il s'abstenir ? Faut-il boycotter ou bien malgré tout voter pour les organisations ?

## Premiers meetings de l'O.C.I.

### Massy

A Massy, 130 travailleurs et militants ont participé le 1<sup>er</sup> février au meeting-débat.

Jean-Jacques Marie, candidat de l'OCI, montra comment la présence des radicaux de gauche au sein de l'Union populaire était un tremplin vers d'autres forces de la bourgeoisie, comment la chaîne se constituait de Pompidou à Lecanuet puis J.J.S.S dont le manifeste « Ciel et terre » est repris par les radicaux de gauche qui siègent au sein de l'Union populaire avec Mitterrand et Marchais flanqués de la Ligue communiste ; comment la seule réponse possible aujourd'hui aux aspirations de millions d'hommes et de femmes était la rupture avec les partis bourgeois, la lutte pour un gouvernement PCF-PS.

250 F ont été collectés, le programme d'action de l'OCI diffusé largement.

### Clermont-Ferrand

152 étudiants signent l'appel au vote classe contre classe.

7 étudiants, dont une ex-militante de l'UNEF-Renouveau, adhérent à l'AJS après le meeting de l'OCI qui rassemblait 350 jeunes et travailleurs le 31 janvier à Clermont avec Stéphane Just. Stéphane Just a développé l'orientation de l'OCI et insisté sur les 20 candidatures qu'elle présente. Il s'agit de lutter pour le front unique des partis ouvriers, le gouvernement PS-PCF sans ministre capitaliste et de construire le parti révolutionnaire. Le meeting a été marqué par des interventions de militants de la Ligue communiste. La réponse de Just a été interrompue plusieurs fois par des applaudissements chaleureux des participants à ce meeting, indignés de la politique anti-ouvrière de la Ligue communiste.

## abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

ABONNEMENTS

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS 11<sup>e</sup>

C.C.P. 21 831-73 Paris

1 an (48 n<sup>os</sup>)

50 F

Etranger (1 an)

60 F

6 mois (24 n<sup>os</sup>)

30 F

Biblioteca de Comunicação e de Investigação Social - CEDOC

Versaments au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris



**«ce serait de ma part une lâcheté, sinon une complicité que de ne pas dire la vérité»**

Roland GUEGUEN  
(militant du Parti socialiste)

## faut-il laisser bourrer les urnes ?

C'est un fait indiscutable, prouvé, établi par constats d'huissiers, à Amiens et ensuite à Lille : les urnes qui ont servi au scrutin pour l'élection des dirigeants de la MNEF n'étaient pas scellées. C'est un fait, les « opérations électorales » se sont déroulées de façon totalement irrégulière. C'est un fait, la tendance des dirigeants de la MNEF a truqué le scrutin.

Mais, chose curieuse et significative : tous les journaux, sauf **Combat** passent entièrement sous silence cet « incident ». Paragon de vertu, confit en béatitude, à son habitude, **Le Monde** informe « objectivement ». Il ne dit pas un mot du truquage du scrutin. Il passe sous silence la déclaration de Gueguen, salarié à la section de Paris de la MNEF, militant socialiste. Il se tait sur les militants AJS frappés, assommés, blessés, obligés d'interrompre leur travail par suite des coups que leur ont portés « les videurs de boîtes de nuit » payés, paraît-il, à 200 F la journée pour vider les administrateurs responsables de l'UNEF.

La question se pose : faut-il laisser bourrer les urnes sous la protection des « videurs » ? La presse (sauf **Combat**), **Le Monde** en particulier, en toute onction, répond par leur silence : « il faut laisser bourrer les urnes ».

C'est grave, très grave. Certes, certaines pratiques ont été longtemps appliquées pour les élections au bureau de la MNEF. Mais justement des pratiques l'UNEF, depuis qu'elle s'est donnée une nouvelle direction comprenant des militants de l'OCI et de l'AJS, ne les tolère pas. L'intérêt des étudiants l'exige. La MNEF est menacée. Ainsi qu'il en est de toutes les conquêtes de la classe ouvrière, de la Sécurité sociale en particulier, le gouvernement veut leur porter atteinte et finalement les détruire.

Défendre les intérêts des étudiants nécessite la plus grande rigueur, ne fournir aucun prétexte à l'adversaire, le respect scrupuleux des libertés démocratiques. Les dirigeants de

l'UNEF ont prouvé qu'ils agissaient dans ce sens.

Déjà, le 30 janvier, Michel Sérac entreprenait des démarches auprès des dirigeants du PS pour qu'ils interdisent à des gens qui se réclament du même parti d'utiliser de telles pratiques. Il rappelait que le vote avait été démocratique à Lyon, à Saint-Etienne et sans incident, contrôlé par toutes les tendances, qu'un accord avait été conclu sur cette base.

Mais les Wolber et consorts ne pouvaient respecter ces règles. Ils n'ont aucun souci des intérêts des étudiants. N'écrivaient-ils pas :

« La MNEF n'a d'intérêt que par le parti politique que nous pouvons en tirer et non l'inverse. » Et encore : « La MNEF ne peut avoir d'autonomie politique par rapport à notre courant et à la structure ES. Par contre, nous avons tout intérêt à prendre de temps en temps une casquette de "militant mutualiste". »

C'est plus grave encore. Au moment où le combat pour les libertés démocratiques est essentiel au mouvement ouvrier, à la classe ouvrière, ces pratiques ne servent que le capital, le gouvernement. Les élections législatives des 4 et 11 mars 1973 peuvent et doivent être utilisées par la classe ouvrière et ses partis pour se regrouper, s'ouvrir une voie contre les partis du capital. Le bulletin de vote permettra aux travailleurs de se compter politiquement. Le gouvernement, les partis du capital ont intérêt aux irrégularités, à la fraude, à la confusion. En falsifiant le vote des étudiants, les Wolber et compagnie donnent l'exemple. En ne les dénonçant pas, mais au contraire en dirigeant leur feu sur l'UNEF, l'OCI, l'AJS, **Le Monde** et ses pareils légitiment le truquage des élections.

L'OCI, l'AJS n'acceptent pas. Ils combattent pour les libertés démocratiques, pour la démocratie au sein du mouvement ouvrier. Aucun démocrate, aucun travailleur, aucun parti attaché aux libertés publiques ne peut accepter que « les urnes soient bourrées ».

## la fraude est prouvée (extraits du constat d'huissier à Amiens)

Jean-Michel DANNE, Huissier de Justice, successeur de M<sup>r</sup> NANTOIS, 24 bis, rue Victor-Hugo, 30-AMIENS.

L'an mil neuf cent soixante treize, le dix neuf janvier à treize heures quarante cinq.

A la requête de Mademoiselle Claire Bernard, étudiante, demeurant à Amiens, 41, rue Caumartin, agissant en tant que candidate sur la liste « Unité pour la Défense de la Mutuelle ».

Laquelle m'a exposé ce qui suit : qu'il est procédé actuellement dans le cadre de la Mutuelle Nationale des Étudiants de France à des élections régionales. Que les urnes déposées dans trois restaurants universitaires doivent être, lorsque le scrutin sera clos, ramenées au siège de la section qui se trouve à Amiens, rue Sire Firmin Leroux (...).

J'ai procédé aux opérations de constat suivantes :

Les membres de la Commission du bureau n'étant pas d'accord pour que je les accompagne dans le relèvement des urnes, il a fallu une longue discussion afin de parvenir à un accord et nous avons quitté la rue Sire Firmin Leroux avec une camionnette blanche immatriculée 5412 QN 60 à 14 h 15.

Dans cette camionnette se trouvaient Monsieur Philippe Parmentier,

président de la Commission du bureau, accompagné de Monsieur Dhoury J.-Pierre et Monsieur Finel Patrice, assesseurs. Nous nous dirigeons vers le restaurant universitaire de la Hôtellerie afin de relever la première urne. Arrivé sur place, j'ai constaté qu'il s'agissait de l'urne n° 7.

Le président du bureau de vote m'a déclaré de vive voix qu'il y avait eu 46 votants mais il n'a pu me le justifier étant donné que les listes sur lesquelles étaient inscrits le nom des votants avaient été déposées dans les urnes, sauf la dernière qui comporte six noms : Petit J., Dubois M.-J., Deraphaëlis, Dellongueville, Maillard, Colane (...).

L'urne n'a pas été scellée et emballée telle quelle (...).

Nous nous dirigeons vers le restaurant universitaire Veillère où nous arrivons vers 14 h 30 (...).

Une fois de plus l'urne n'est pas scellée (...).

Nous nous dirigeons vers la rue Sire Firmin Leroux où se trouve le siège de la Mutuelle, où étant, les trois urnes sont déposées non scellées et entassées les unes sur les autres dans le bureau de section qui se trouve au fond du local.

Les membres du bureau ont fermé la porte à clé et la clé a été remise au Président du bureau, M. Parmentier (...).

# Contre les faussaires et d

## Communiqué du BN de l'UNEF

Pierre Nesterenko, secrétaire général de l'UNEF, avec 4 militants de l'UNEF, incarcéré à la prison de Loos.

**Monsieur Robert Cassanas**

scus-directeur pour les sections d'Arts plastiques à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, « qui a eu l'occasion de recevoir M. P. Nesterenko en raison de

ses activités de porte-parole de l'Union parisienne des étudiants en Art et en Architecture, et de secrétaire général de l'UNEF-AJS » déclare :

« Je tiens à exprimer ce témoignage d'estime et de sympathie afin qu'il soit en tout état de cause, versé à son dossier. »

### 22 PROFESSEURS DES BEAUX-ARTS DECLARENT :

« Connaissant Pierre Nesterenko comme étudiant et comme militant syndical et politique, il nous apparaît de notre devoir de venir témoigner par le présent communiqué, de sa parfaite correction vis-à-vis de ses adversaires.

« Nous avons toujours eu le souci de suivre attentivement les événements relatifs aux élections de la MNEF et nous protestons vigoureusement et condamnons formellement les méthodes contraires à la démocratie, contraires aux règles et aux traditions de tous démocrates, comme le prouve le témoignage de Roland Gueguen, secrétaire à la Presse et à la Propagande du mouvement des Jeunesses socialistes, employé à la MNEF :

« Déjà à maintes reprises, et en particulier lors de la réunion de la CA parisienne de la MNEF (9 octobre 1972), où s'étaient déroulées des bagarres, j'avais protesté contre les moyens utilisés par Gérard Wolber, Patrice Finel et Gilbert Sans — qui a depuis disparu de la MNEF. Ce groupe avait embauché une équipe de gardes du corps armés, recrutés dans les boîtes de nuit, qui n'avaient bien évidemment rien de commun avec les étudiants. Il fut même ques-

tion, lors d'une suspension de séance, de demander le départ de cette équipe ; G. Wolber et P. Finel ont alors déclaré dans notre réunion de groupe : « Puisque nous avons commencé, il faut aller jusqu'au bout. » Telle est l'origine de la « bagarre » où j'ai personnellement été agressé. »

Recrutement d'hommes de main rétribués, mise au point de stratégie de provocation, bourrage d'urnes, cela n'est pas acceptable ! Cela au moment même où le pays tout entier s'appête à faire entendre sa volonté par voie de scrutin. C'est pour ces raisons, en pleine connaissance de cause, que nous exigeons la libération immédiate de Pierre Nesterenko et ses camarades, et nous sommes prêts à venir en témoigner partout où cela sera nécessaire. »

Ont signé les professeurs :

Etienne Martin, membre de l'Institut, Gaëtan Picon, Marcel Gilli, Michel Fare, Alain Chailier, Patrick Ramotte, Michel Charpentier, Jean-Louis Avril, Loix, Roger Plin, Georges Jeanclos, Depit, Ricardo Licata, Delamarcho, Filippetti, Alexandroff, Delarue, Yves Charnay, Pottier, Le-normand.

### L'INTERSYNDICALE SNESA (FEN), SNESUP, UPEAA - UNEF, CGT DES BEAUX-ARTS, DECLARE LE 5 FEVRIER :

« Ayant pris connaissance de la déclaration de Michel Sérac, président de l'UNEF, sur « les fraudes et provocations organisées dans la MNEF par Gérard Wolber » et de la lettre ouverte de Roland Gueguen, militant des Jeunesses socialistes, à François Mitterrand,

— dénonce la violence et la provocation comme des méthodes étrangères au mouvement ouvrier, démocratique, et qui ne peuvent servir en dernière analyse que les forces hostiles à ce mouvement.

— L'intersyndicale, connaissant parfaitement Pierre Nesterenko à travers ses fonctions de militant syndicaliste, tient à témoigner du respect constant de ce camarade, des règles de la démocratie ouvrière et des opinions de chacun, ainsi que de la parfaite maîtrise de soi qu'il a toujours montrée dans des situations parfois difficiles.

— Forte de toutes ces raisons, l'intersyndicale exige la libération immédiate de Pierre Nesterenko, étudiant aux Beaux-

Arts, secrétaire général de l'UNEF, et président d'honneur de l'UPEAA, et de ses camarades jetés en prison à l'issue des provocations organisées à Lille contre les militants de l'UNEF. »

D'un côté, professeurs, syndicats CGT, SNESA (FEN), SNESUP, UPEAA UNEF des Beaux Arts, témoignent tous pour Pierre Nesterenko.

Dans la seule journée de lundi, 1500 étudiants parisiens prennent position pour la libération de Nesterenko : l'amphithéâtre de Patrick Damien, unanime, exige sa libération, un étudiant socialiste de cet amphithéâtre déclare : « Militant du Parti socialiste depuis 2 ans, informé de la gravité des faits survenus lors des élections à la section MNEF de Lille, je me désolidarise et condamne les agissements scandaleux provoqués par MM. Wolber, Finel, Parmentier, responsables du CERES. » 350 étudiants en grève de l'IUT de Saint-Denis, 76 professeurs des facultés parisiennes, parmi lesquels MM. Jankélévitch, Wagner...

### L'AFFAIRE NESTERENKO NE FAIT QUE COMMENCER

Roland Gueguen, militant des JS, parfaitement au courant, comme salarié de la MNEF, témoigne que : « considérant que les chances étaient réduites » de gagner la majorité aux élections de la MNEF à Lille, par des méthodes de loyauté et le respect de la démocratie, G. Wolber a dit le 24 janvier :

« Nous avons les éléments, on sait comment s'y prendre, c'est moi qui suis responsable des élections à Lille, on a constitué un service d'ordre avec « des mecs de droite ». Il est très probable qu'un de nos militants soit touché, alors Berg ne pourra plus dormir en paix car nous le visiterons chez lui. »

D'un côté, les professeurs unanimes avec les étudiants des Beaux-Arts et tous les syndicats attestent de la parfaite correction de Pierre Nesterenko.

De l'autre, la provocation organisée à Lille le 31 janvier par G. Wolber avec

des « videurs de boîtes de nuit » payés à 200,00 F la journée, sur quelle caisse ?

L'AFFAIRE NESTERENKO NE FAIT QUE COMMENCER.

P.S. — Alors que ce communiqué était rédigé, nous est parvenue la stupéfiante nouvelle de l'invalidation de la liste UNEF à Dijon par le comparse de Wolber : Patrice Finel.

Les étudiants de Dijon sont donc appelés à voter pour une liste unique : celle de la tendance Wolber.

La falsification et la fraude n'ont plus de bornes ! Avec l'UNEF, la masse des étudiants de Dijon se mobilisera mercredi 7 février pour défendre leur Mutuelle et la liberté d'expression des cotisants. **Rebutez-vous !** Refusez d'être trafiqués avec cynisme par ce groupe d'indisciplinés de Wolber. CEDOC

Le BN de l'UNEF, 5 février 1973, 21 h.



# s, tous solidaires de Pierre NESTERENKO e ses quatre camarades !

## «à bon entendeur salut»

L'OCI et l'AJS sont soumises à des attaques qui viennent de toutes parts, dont certaines sont de véritables provocations. Celle de Lille est une pièce maîtresse de cette offensive. Le CERES, tendance calotine réactionnaire, infiltré au sein du Parti socialiste, joue le rôle de pointe. Tout est très clair et fort simple.

Les lecteurs d'Informations Ouvrières se souviennent des articles qui ont mis en lumière le rôle du CERES. Volonté Socialiste, dirigée par J.-P. Chevènement et G. Sarre, réagissait rageusement : « Ceux-ci regroupés pour faire triompher le Programme commun sauront bien, à l'égard de l'AJS, tirer les conséquences politiques de ces agissements. A bon entendeur salut. » La formule utilisée ne laisse aucun doute pour qui sait ce que parler veut dire. C'est la menace non déguisée.

En d'autres endroits l'attaque est directement dirigée par les stalinistes. Ainsi, dans les Yvelines, le conseil syndical de la section du SNI, dirigée par eux, déclenche une attaque du même style contre les militants de « l'Ecole Emancipée pour le Front unique ouvrier » parmi lesquels militent les trotskystes. Une fois encore tout part de la politique « qui se concrétise par l'existence du Programme commun de gouvernement des partis de gauche » à laquelle l'OCI et l'AJS opposent celle du Front unique des partis ouvriers, de la rupture avec la bourgeoisie, de la lutte pour un gouvernement PS-PCF, sans ministre représentant des partis bourgeois.

La classe ouvrière, la jeunesse, les masses exploitées tendent à utiliser ces élections pour se regrouper comme classe, s'ouvrir une voie politique propre, résoudre la question gouvernementale, imposer un gouvernement à elles. « L'Union de la gauche » est sans rivage à droite. Elle s'efforce de barrer la route qui conduit à un gouvernement sans ministre bourgeois.

L'OCI et l'AJS expriment au contraire clairement ce que les masses ressentent confusément et dégagent de la gangue d'illusions leurs saines aspirations. Alors la presse bourgeoise se déchaîne. Alors se trament les provocations et les coups de Jarnac. Les dirigeants des grands partis ouvriers entendent, pour maintenir les liens qui les unissent à la bourgeoisie, isoler l'OCI et l'AJS. Ils

mettent tout en œuvre pour faire reculer, sinon pour détruire les seules organisations qui définissent une politique d'unité des partis ouvriers et montrent ce que signifie « l'Union de la gauche ».

Ce n'est pas nouveau. Déjà, en 1935-1936, les trotskystes étaient accusés de crimes épouvantables et exterminés physiquement par le maître dans le genre : Staline.

Il appartient à un journal du capital trop zélé de vendre la mèche : « A Paris, à Saint-Etienne et dans plusieurs autres villes universitaires, les étudiants ont manifesté à l'appel de l'UNEF-AJS (tendance trotskyste) pour protester contre "la sélection massive" et réclamer le rétablissement des sursis », écrit l'Aurore du 3 février en réponse à la question qu'elle pose : « L'Education nationale se trouverait-elle une fois encore confrontée aux spectres de l'agitation et de la violence ? »

Et naturellement, elle amalgame au combat des étudiants mené sous l'impulsion de l'UNEF « les violents incidents de Lille ». Tout ressort avec une aveuglante lumière. Laissons tomber « UNEF » assimilée à l'AJS. Le fait est que, sous l'impulsion de ses militants, dont les trotskystes, les étudiants combattent contre le démantèlement de l'enseignement. La hiérarchie catholique, grande bénéficiaire de la liquidation de l'enseignement public, ne peut que faire « agir » ses agences contre l'OCI et l'AJS.

Cependant, cette lutte ne se limite pas à l'enseignement. Tous savent que la politique de l'OCI et de l'AJS ouvre à la classe ouvrière dans son ensemble, à la jeunesse, aux masses exploitées, la voie de l'unité et du combat. Ils s'associent, complètent et organisent ensemble leurs mauvais coups. La bataille est politique. Au nom de tous, le CERES dit « à bon entendeur salut ». Ils utilisent les armes de la réaction de la bourgeoisie.

Exprimant les intérêts des masses exploitées, l'OCI et l'AJS luttent pour les libertés démocratiques, la démocratie ouvrière. Ce sont les moyens du prolétariat. Ils lui sont indispensables pour forger son unité et engager le combat pour ses revendications, pour un gouvernement sans ministre représentant les partis bourgeois.



Pierre Nesterenko

### LETTRE DU PRESIDENT DE L'UNEF A UN DIRIGEANT DU PARTI SOCIALISTE EN DATE DU 30 JANVIER

Cher camarade,  
Dans le cadre des relations fraternelles qui selon nous doivent exister et être préservées entre organisations démocratiques, je me vois contraint d'alerter les responsables du Parti Socialiste sur l'aggravation de la situation au sein de la Mutuelle Nationale des Etudiants de France, mutuelle au sein de laquelle les militants du CERES (PS) et de l'UNEF exercent des responsabilités nationales (...).

Nous nous étions réjouis de constater à Lyon la mise en pratique de ces principes. Toutes les listes en présence avaient pu contrôler les urnes depuis l'expression des votes étudiants jusqu'au dépouillement, y compris le transport des urnes. Ainsi, pensions-nous, était éliminé de la vie de la mutuelle le lamentable spectacle de militants d'organisations démocratiques se prêtant à l'accusation de fraudes électorales contradictoires avec leurs principes démocratiques, annoncés par ailleurs, défendant dans le pays et dans les territoires d'outre-mer la libre expression des citoyens. Il n'existe en effet qu'une manière de couper court aux rumeurs intéressées sur les fraudes émanant de la direction de la MNEF, le contrôle au vu et au su de tous, par toutes les listes en présence du transport et du dépouillement des suffrages.

C'est donc avec une inquiétude le disputant à l'indignation que nous avons été informés par Patrice Finel à l'occasion des élections suivantes à Amiens, de retour aux méthodes « traditionnelles » de transport et du dépôt des urnes. Je me suis alors adressé à Jacquot pour l'informer de la responsabilité qu'il encourrait en tolérant de telles pratiques. Je t'ai également informé de la gravité de la situation par l'intermédiaire de ta secrétaire. Résolu à préserver toutes les possibilités d'un règlement démocratique, les militants de l'UNEF d'Amiens et le secrétaire général de l'UNEF, Nesterenko, s'en sont tenus aux principes qui avaient prévalu à Lyon.

Forcé est de constater que, délibérément, sous la direction de Patrice Finel, le transport des urnes ainsi que leur dépôt à la section, faute de contrôle pluri-

tendancier a laissé ouvertes toutes les possibilités de fraude, pour l'unique liste qui y avait accès, ce dont constat d'huissier a été établi.

En dépit de toutes démarches, cette orientation se confirme aux élections de Lille, le 31 janvier, et celles qui suivront (...).

Les militants de l'UNEF ont fait la preuve de leur bonne volonté, de leur sang-froid et de leur volonté de respecter leurs engagements. Si les événements d'Amiens devaient se reproduire à Lille et par la suite, ceux qui prendraient la responsabilité de vouloir se dérober au contrôle des électeurs étudiants et de leurs représentants prendraient en même temps celle du climat d'hostilité et de violence qui ne manquerait pas de s'en suivre (...).

Aujourd'hui comme hier nous sommes prêts à discuter en détail des moyens de parvenir à la sauvegarde de la liberté d'expression des 400 000 adhérents de la MNEF, sauvegarde qui ne pourrait que relever le crédit de toutes les tendances qui en assurent la gestion.

Répétons-le, ceux qui s'obstineraient à vouloir dénaturer la libre expression, le suffrage des étudiants assuraient devant les masses étudiantes, devant l'opinion publique à qui nous fournissons les preuves justifiant nos craintes, l'entière responsabilité des conséquences de leurs actes.

Est-il besoin de le dire, nous souhaitons qu'une nouvelle fois l'emportent le bon sens, les traditions démocratiques et l'esprit de responsabilité. Je t'assure, cher camarade, au nom de l'UNEF, de mes meilleurs sentiments démocratiques.

Michel SERAC

(Avant la provocation de Lille, cette lettre le démontre, l'UNEF intervenait pour que soit préservée la libre expression des étudiants.)

### DERNIERE MINUTE

Je sous-signé, Jean-Pierre Genty, étudiant de MPT-C Paris 5, militant du Parti Socialiste depuis deux ans, informé de la gravité des faits survenus lors des élections à la section de la MNEF de Lille, me désolidarise et condamne les agissements scandaleux provoqués par MM. Wolber, Finel, Parmentier, responsables du CERES.

Je rappelle que, militant socialiste, j'ai des divergences politiques avec Nesterenko, Damien et leurs camarades, mais que je ne saurais tolérer que l'on substitue à l'utilisation du débat démocratique la provocation qui vise à les pousser en prison.

Je réaffirme mon soutien à Patrick Damien, camarade de mon amphithéâtre, et exige sa libération immédiate ainsi que celle de ses camarades.

Je lance un appel à tous les militants socialistes et à l'opinion démocratique de chacun pour qu'ils se désolidarisent et condamnent à leur tour à l'instar de Roland Gueguen et de moi-même ces actes qui ne peuvent que nuire au Parti Socialiste et au libre exercice de la démocratie.

Jean-Pierre Genty, le 5 février 73.

## témoignage d'un militant du parti socialiste

On lira ci-dessous des extraits de la lettre adressée à François Mitterrand, premier secrétaire du Parti socialiste, par Roland Gueguen, secrétaire à la Presse et à la Propagande du MJS, membre de la 14<sup>e</sup> section :

Paris, le 2 février 1973

[...] Je suis socialiste, Pierre Nesterenko est trotskyste, nous ne sommes pas d'accord.

J'ajoute que je suis salarié de la section de Paris de la MNEF (22, bd Saint-Michel, Paris-5<sup>e</sup>) dont Gérard Wolber, militant socialiste comme je le suis, est président (...).

J'en viens aux faits :  
Déjà, à maintes reprises et en particulier lors de la réunion de la CA parisienne de la MNEF (9 octobre 1972) où s'étaient déroulées des bagarres, j'avais protesté contre les moyens utilisés par G. Wolber, P. Finel et G. Sans qui, depuis, a disparu de la MNEF.

Ce groupe avait embauché une équipe de gardes du corps armés recrutés dans les boîtes de nuit, qui n'avaient, bien évidemment, rien de commun avec les étudiants. Il fut même question, lors d'une suspension de séance, de demander le départ de cette équipe ; G. Wolber et P.

Finel ont alors déclaré dans notre réunion de groupe : « Puisque nous avons commencé, il faut aller jusqu'au bout. » Telle est l'origine de la « bagarre » où j'ai personnellement été agressé.

Je me dois de le dire : le climat a toujours été mauvais.

Bien que je sois en désaccord avec l'UNEF-AJS, je pense, et je l'ai dit, que nous ne pouvons utiliser les moyens qui, selon ces militants responsables de la MNEF que je viens de nommer, doivent « éloigner la concurrence de l'UNEF-AJS au sein de la MNEF ».

J'estime que la seule façon de gagner la majorité doit être la seule utilisation du débat démocratique. Je le répète, cela je l'ai à plusieurs reprises indiqué dans des réunions. Si je m'adresse aujourd'hui à vous, c'est parce que je pense intolérable qu'un militant, avec qui notre Parti n'est pas d'accord, soit jeté en prison à la suite de ce que je qualifie de véritable provocation.

Le 24 janvier, je suis passé au siège social de la MNEF pour tirer un tract. J'ai assisté à des discussions qui se sont déroulées en ma présence, au cours desquelles il était question d'évaluer les chances de « gagner les élections de la

section de Lille de la MNEF ». Les camarades G. Jacot, P. Finel, P. Parmentier et G. Wolber étaient unanimes pour considérer que les chances en étaient réduites. C'est alors que G. Wolber a dit : « Nous avons les éléments, on sait comment s'y prendre, c'est moi qui suis responsable des élections à Lille. On a constitué un service d'ordre avec « des mecs de droite ». Il est très probable qu'un de nos militants soit touché, alors Berg ne pourra plus dormir en paix car nous le visiterons chez lui. »

J'ai coupé court à la conversation en demandant qu'elle cesse, étant venu au siège pour tirer un tract et non pour participer à ce genre d'action (...).

Ayant donc appris par Le Monde du 2 février 1973 ce qui s'est passé à Lille, ce serait de ma part une lâcheté sinon une complicité que de ne pas dire la vérité. Je le répète, je n'ai pas les opinions de Pierre Nesterenko, étudiant aux Beaux-Arts comme moi, mais je ne peux accepter qu'on le pousse en prison.

Roland Gueguen.

### CONTRE LA REPRESSION POLICIERE, UNE SEULE METHODE !

Dimanche matin, à onze heures, au marché de Choisy-le-Roi, les forces de police, spéculant sur la division et voulant intimider les diffuseurs de I.O. et J.R., en ont appréhendé quinze parmi les plus jeunes.

Immédiatement, plusieurs responsables d'organisations ouvrières locales ont protesté, soutenus par la population et les jeunes présents. Notre camarade Claude Hirbec, instituteur à Choisy et candidat suppléant de l'OCI, le député-maire de Choisy, candidat du PCF, le camarade François Dapray, ont été rendus au commissariat exiger la libération des diffuseurs qui ont obtenu.



## on a déjà lu ça quelque part

Le bulletin de janvier 1973 d'Unité et Action écrit dans un article signé Marcel Berge : « J.J. Marie, élu F.U.O. au SN du SNES, appelle la FEN et ses syndicats, au nom de « l'unité ouvrière », à ne pas « adopter » le programme commun, le seul programme auquel la FEN peut souscrire, dit-il, étant « l'abolition du salariat et du patronat ».

« En d'autres temps, au moment où se constituait le Front Populaire, les prédecesseurs trotskystes de Marie, au nom du même Front unique ouvrier, lançaient le mot d'ordre : « le socialisme tout de suite » (p. 7).

« Trotsky devait d'ailleurs écrire lui-même dans un « document programme » en 38 : « Les Fronts populaires » d'une part le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. »

« De longs commentaires sont-ils nécessaires pour stigmatiser le rôle de division de ces « tendances » devenues étrangères au mouvement ouvrier ? »

On a déjà lu ça quelque part...

On a vu cela dans Joseph Staline, dans son fameux discours du 1<sup>er</sup> mars 1937 destiné à justifier les purges sanglantes et les procès de Moscou :

« Le trotskysme actuel n'est plus ce qu'il était, disons sept ou huit ans plus tôt. Le trotskysme et les trotskystes ont passé durant ce temps par une sérieuse évolution qui a modifié à fond le visage du trotskysme (...). LE TROTSKYSME A CESSÉ D'ÊTRE UN COURANT POLITIQUE DANS LA CLASSE OUVRIÈRE. »

Et, conséquence de cette « analyse », Staline réclamait que « les méthodes de lutte contre le trotskysme soient radicalement changées ».

M. Berge dit la même chose parce qu'il veut arriver au même résultat et ce n'est pas un hasard si l'appareil a choisi M. Berge, secrétaire général du syndicat national de l'Enseignement Physique. C'est un camarade de Berge, en effet, qui a diffamé notre camarade Hélène Fargier et s'est vu condamné pour cela, c'est un camarade de Berge qui a expliqué à la CA de la FEN 75, en juillet 1971, qu'envoyée à l'hôpital par les nerfs stalinien de La Courneuve, « Hélène Fargier n'a eu que ce qu'elle mérite ».

La déclaration de M. Berge, au nom de la fraction stalinienne dans la FEN, est celle d'un héritier des procès de Moscou... c'est pourquoi il retrouve les mots de Staline...

« Mais les temps ont changé », comme disait récemment Soljenitsyne...

## le langage des procès de Moscou

« Trotsky non seulement désirait la défaite de l'Union soviétique, mais aussi prenait toutes les mesures dépendant de lui pour organiser l'espionnage, une activité de sape, des diversions politiques et idéologiques contre le pays du socialisme. Trotsky écrivait avec vantardise dans le « Bulletin de l'opposition » qu'une « cinquième colonne » existait et agissait en URSS (...).

« Dès le début de la seconde guerre mondiale, les trotskystes ont continué à se tenir sur des positions aidant objectivement le fascisme (p. 480). »

(Ivanov et Chmelev : Le léninisme et l'écrasement idéologique et politique du trotskysme, Moscou, 1970, diffusé en URSS à partir de 1971 et tiré à 25 000 exemplaires.)

## UN VERDICT SCANDALEUX !

Philippe Martellet, militant de la Ligue communiste, a été condamné à deux mois de prison ferme et est incarcéré à la Santé en régime de droit commun. C'est le 29 janvier que la 23<sup>e</sup> Chambre correctionnelle a rendu ce verdict à partir du seul témoignage de deux policiers accusant Ph. Martellet d'avoir « agressé » un brigadier au moyen d'une « barre de fer », lors de la manifestation du 26 janvier à la Madeleine.

Or Ph. Martellet s'était porté au secours d'un manifestant brutalisé et a formellement nié avoir porté une barre de fer. Mais le témoignage d'un manifestant n'est rien face à celui d'un policier pour la « justice » de M. Pléven.

Unité, pour arracher la libération de Philippe Martellet !

## OU VONT LES DIRIGEANTS DE LA LIGUE "COMMUNISTE" ? (7)

On a beau être quelque peu blasé sur les invraisemblables contorsions des dirigeants de la Ligue communiste, on n'en reste pas moins ébahi à la lecture du livre de Pierre Rousset, membre du Bureau politique de cette organisation sur le « Parti communiste vietnamien », que nous avons commenté la semaine dernière.

L'extrême gravité des problèmes soulevés exige cependant que nous y revenions à nouveau. Nous allons voir comment la Ligue s'est faite, sous le couvert d'une solidarité de façade, l'auxiliaire directe et zélée de toutes les forces qui, après avoir délibérément organisé l'isolement et l'étouffement de la révolution vietnamienne, tentent aujourd'hui de l'asphyxier dans le carcan des accords de Paris.

Au lendemain de la signature des accords de « paix », Nixon, Pompidou, le pape Paul VI, et avec eux toute la réaction mondiale se félicitent de l'heureuse issue de la négociation. Brejnev et Chou en Lai crient victoire. La Ligue communiste participe sans retenue au concert des réjouissances universelles. Rouge public des communiqués triomphants presque exactement dans les mêmes termes que ceux de l'Humanité.

Et pourquoi pas ? « La situation internationale de la révolution vietnamienne », écrit Rousset (p. 122), n'a-t-elle pas été et ne reste-t-elle pas le facteur le plus profond d'évolution des communistes vietnamiens ? Ne les a-t-elle pas en effet directement confrontés aux forces internationales de la révolution et de la contre-révolution ? »

Et comment !



Weber : « Là où tombent les bombes se lèvent les combattants. »

Mais qu'importait l'effroyable terreur impérialiste qui s'abattait sur le Vietnam à ces petits bourgeois tranquillement installés à Paris, pour qui tout était bon, napalm et massacres, à effets oratoires et défilés bidons. Qu'importait le martyre du peuple vietnamien à ceux qui ont osé écrire : « Là où tombent les bombes se lèvent les combattants ».

Qu'importait tout cela, puisque la « dynamique de la révolution vietnamienne » suivait son cours, puisque la situation internationale, si elle avait le « désavantage » de laisser exterminer quelques centaines de milliers de paysans, avait surtout l'incomparable « avantage » de permettre « l'évolution progressive » de Ho Chi Minh, de Pham Van Dong et de Madame Binh !

N'est-ce pas là le critère décisif ? Le paysan vietnamien était « directement confronté » aux B.52. Certes. Mais Madame Binh et ses camarades étaient « directement confrontés » à la Ligue communiste et aux « nouvelles avant-gardes ». Ou du moins, Rousset le croit-il ainsi.

Alors, alors... il faut ce qu'il faut, n'est-ce pas vrai ? « L'Indochine est la tranchée avancée du prolétariat mondial » (p. 138). « Le lieu où la révolution se fait » (p. 123), le facteur qui a « permis aux forces de la révolution coloniale de souffler alors qu'elle marquait le pas, et aux forces de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes développés et de la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratés de se recomposer » (p. 123).

Quant au Parti communiste vietnamien, « il appartient à cette génération de partis communistes qui, avant et après la seconde guerre mondiale, ont rompu en pratique avec la politique internationale de la bureaucratie soviétique. En Grèce, en Yougoslavie, en Chine, au Vietnam... Ils vivaient dououreusement la contradiction entre l'appartenance à l'IC stalinienne et leur insertion dans les luttes de classe de leurs pays. Ils ont su choisir la voie de la révolution. De tous ces partis, le PCV est celui qui a été le plus loin dans la redécouverte des principes du marxisme » (p. 125). « La direction vietnamienne dans son ensemble a assumé les implications décisives de la révolution permanente pour les pays coloniaux et semi-coloniaux » (p. 98).

Divine surprise ! Rousset émerveille sans pas à pas le général Giap et Madame Binh qui s'engagent sur la voie empruntée avant eux par ces « marxistes naturels » que furent en leur temps Ben Bella, Sekou Touré ou Fidel Castro.

Qu'importe, auprès de ces grandes perspectives, la persistance d'une « terminologie stalin-maoïste » (p. 109) sous la plume des dirigeants du PCV ? Il n'y a pas, il n'y a plus, il ne saurait plus y avoir de stalinien après l'épreuve du feu purificateur qu'ont été, pour Rousset, les bombardements au napalm. Il n'y a plus que des gens marqués « par une incompréhension de la nature réelle du stalinisme » (p. 109).

Affaire de mots, en somme, malentendu passager que l'assassinat des trotskystes vietnamiens ou le soutien à l'intervention russe en Tchécoslovaquie.

Affaire de mots, malentendu, que la référence constante à la nécessité de l'Union nationale, et au « bloc des quatre classes ». Affaire de mots que Rousset dit « vivre dououreusement », mais qui ne saurait entamer son indéfectible confiance dans le processus qui amène les dirigeants du PCV à progresser sans cesse dans leur « assimilation de la révolution permanente ».

Affaire de mots, malentendu que ce « programme d'action du GRP de 1969 » qui s'engage à « réaliser la liberté d'entreprise, profitable à l'Etat et au peuple ; à protéger le droit de propriété sur les moyens de production et les autres biens des citoyens suivant la législation de l'Etat ».

Affaire de mots, malentendus. Astuces tactiques que ces « sept points » du GRP, qui ont débouqué la négociation en « légitimant » la division du pays par la revendication d'un gouvernement tripartite de l'Etat du Sud et en « différançant » l'exigence du départ de Thieu. Comment pourrait-il en être autrement, puisque le PCV est totalement hégémonique dans le Front, et par conséquent dans le GRP, et que ses dirigeants « redécouvrent progressivement tous les principes du marxisme » : « Derrière la terminologie Union nationale utilisée par le GRP et le FNL, déclare Sterne (rapport au CC de la Ligue des 21-22 octobre 1972), les militants révolutionnaires doivent voir la réalité des rapports de forces sociaux et politiques ».

Nous ne savons pas si Rousset a vu. Mais nous savons qu'ouvriers et paysans du Vietnam, et les 300 000 prisonniers qui courent dans les geôles de Thieu sont en train de voir.

## ceux qui cachent la vérité

Précisons : les dirigeants de la RDVN, comme ceux du GRP et du FNL ont été contraints par la formidable pression de la coalition contre-révolutionnaire mondiale de céder du terrain. Telle est la vérité. Dissimuler cette vérité, c'est dissimuler l'écrasante responsabilité des bureaucrates de Moscou et de Pékin. Les communistes vietnamiens, écrasés par la machine de guerre de l'impérialisme, disloqués par leur conception de la révolution par étapes et par leur refus d'en appeler au prolétariat mondial, ont dû accepter les accords de Paris. En dépit de l'extrême gravité des divergences, on ne saurait les confondre avec les bavards prétentieux de la Ligue communiste qui, de Paris, ont endossé toutes leurs erreurs, mais sans avoir à combattre ni à assumer le moindre de leurs risques.

Les mots ne comptent guère pour Rousset. Ils ont beaucoup compté pour Kissinger. Hanoi a été rasée en décembre pour quelques mots, quelques phrases, quelques virgules. Les mots vont compter cher et peser lourd pour les ouvriers et les paysans du Vietnam. Les mots de l'accord de Paris, garanti par toutes les forces internationales de la contre-révolution, appuyé sur les porte-avions de la 7<sup>e</sup> Flotte.

Le petit-bourgeois irresponsable peut ruser et pérorer, c'est avec ces mots-là qu'il a été tissée la corde au moyen de laquelle on tente aujourd'hui d'étrangler le peuple vietnamien. La garantie donnée par le GRP du « maintien de la propriété privée des moyens de production » n'est-elle pas l'obstacle le plus direct que vont rencontrer ouvriers et paysans du Vietnam dans leur combat pour la réunification du pays ? Leur faudra-t-il mettre en balance leur droit imprescriptible à l'Unité nationale et la défense des acquis socialistes au Vietnam du Nord ?

« Au-delà des textes eux-mêmes », écrit Sterne cinq jours avant la publication par Hanoi du projet d'accord d'octobre, la garantie essentielle quant au contenu que révélerait le gouvernement de coalition tripartite proposé par le GRP réside donc dans la profondeur du processus révolutionnaire et la place qu'occupe le parti communiste vietnamien. »

Comme c'est facile, comme c'est commode. Sterne commente, et le « processus révolutionnaire » fait le reste.

« Parallèlement au développement de la seconde guerre d'Indochine, poursuit Sterne, le PCV a affirmé avec toujours plus de force son indépendance politique. Et la dénonciation constante qu'il a faite depuis plus d'un an de la politique de coexistence pacifique menée par l'URSS et la Chine doit être comprise comme le pendant des propositions de négociation du GRP qui se refuse ouvertement à la tenue d'une nouvelle Conférence de Genève. Un nouveau partage du Sud-Vietnam n'est plus possible. Ce que les propositions du GRP impliquent, c'est la question du pouvoir de classe sur l'ensemble du territoire vietnamien. »

Ainsi parlait Sterne le 21 octobre. Le 26 octobre, Hanoi publiait le premier projet d'accord qui consacrait déjà la division du Vietnam. Washington exigeait de nouvelles concessions. L'URSS et la Chine manifestaient quelques semaines plus tard leur respect de « l'indépendance politique » du PCV en laissant faire les bombardements massifs de décembre.

« Cependant, affirme Sterne, ces propositions (les 7 points du GRP) ne sont pas sans conséquences négatives sur le plan international. Par leur terminologie d'Union nationale, elles facilitent l'interprétation stalinienne ou nationaliste petite-bourgeoise de la révolution stalinienne. »

C'est fâcheux, certes. Mais après tout, n'est-ce pas, ce n'est qu'une question de mots, d'interprétation. Hélas, hélas, ce sont Nixon et Kissinger qui ont été appelés à interpréter, et non point l'ineffable Sterne.

Mais rien n'abat les brillants stratèges de la Ligue communiste.

La terminologie de l'accord, disent-ils, importe peu. Derrière la paille des mots, il faut voir le grain des choses. Les concessions ne sont que de façade. Elles n'ont qu'un but : permettre à l'impérialisme américain une sortie honorable, lui « permettre de sauver la face, c'est-à-dire de camoufler aux yeux du monde l'ampleur de sa défaite, et relativiser ainsi les implications immédiates de la révolution vietnamienne dans le monde... C'est ainsi qu'il faut comprendre les 7 points du GRP. » (Rapport Sterne.)

## des années d'efforts couronnés

Ainsi, c'est déjà la victoire finale.

Les accords de Paris couronnent les années d'efforts de la Ligue communiste, et son combat pour la « solidarité ». La Ligue communiste avaisse et accredité la tentative de l'impérialisme et des bureaucrates de Moscou et de Pékin d'étouffer la révolution vietnamienne. Les dirigeants de la Ligue ont choisi leur camp.

Nous laisserons pour aujourd'hui la conclusion à un militant de la Ligue communiste (Rodolphe) qui, dans le bulletin intérieur n° 41-42 décrit ainsi la position de la majorité de son organisation :

« Nous passons notre temps à justifier toutes les erreurs opportunistes de la direction vietnamienne... A ces critiques, un répond en général par un argument extraordinaire : les révolutionnaires vietnamiens ont en vue le socialisme (regardez Le Duan) mais pour l'instant ils ont besoin de potiches bourgeoises, de curés et de moines bouddhistes, et il faut donc être souples, bref il ne faut pas trop effrayer la petite bourgeoisie par un programme trop révolutionnaire qui la jetterait dans les bras de l'impérialisme. Ceci, écrit Rodolphe, est l'argument même du PCF pour justifier la démocratie avancée... Ceci nous transforme en caution de gauche du Front populaire, comme nous sommes déjà la caution de gauche du Front national vietnamien... Nous vendrions Lénine et Trotsky pour avoir un vietnamien dans nos meetings ».

Nous reviendrons la semaine prochaine sur l'exact parallèle tracé par Rodolphe entre le soutien de la Ligue communiste à l'Union de la gauche en France et son approbation des accords de Paris par lesquels on tente d'étrangler la révolution vietnamienne.



# Liberté partout pour les combattants du socialisme

## "Les accusés ne sont pas des ennemis du socialisme"

Le Dr Wolf, président du tribunal de Prague qui jugeait Jaroslav Sabata au mois d'août 1972, déclarait :

« Ni la magistrature, ni personne en particulier n'ont la conviction que les accusés ici présents sont des ennemis du socialisme. »

Anna Sabatova, femme de Jaroslav Sabata, l'un des dirigeants du printemps de Prague, condamné à six ans et demi de prison, a envoyé début décembre une lettre aux Comités centraux de tous les partis communistes occidentaux.

Le PC australien vient de publier cette lettre dont nous reproduisons les extraits suivants :

### La lettre d'Anna SABATOVA (Extraits)

J'ai vu mettre tous mes enfants en prison... Comme mère, je me trouve dans une situation exceptionnelle. En ce moment dramatique de ma vie personnelle, je suis guidée par mes sentiments maternels, mon honneur de citoyenne, et par la ferme conviction qui m'a incitée depuis 25 ans à travailler pour le socialisme dans les rangs du parti communiste.

Mon mari, le docteur Jaroslav Sabata, est communiste depuis l'âge de 19 ans (...). J'aimerais décrire quelques-unes des circonstances dans lesquelles s'est déroulé son procès auquel j'ai assisté (...). Le bâtiment dans lequel siégeait le tribunal était gardé comme si les accusés étaient des criminels endurcis. L'atmosphère qui régna aux procès de Brno et de Prague de l'été dernier marquait la volonté de tenir la procédure aussi secrète que possible alors que les procès avaient été annoncés comme affaires publiques (...).

La procédure s'est déroulée selon les règles et les inculpés ont pu parler chaque fois qu'ils le voulaient. Tous étaient de sincères partisans de l'ordre socialiste. Le Dr Wolf, président du tribunal, a déclaré au moment du verdict : « Ni la magistrature ni personne en particulier ne sont convaincus que les accusés ici présents sont des ennemis du socialisme. » Ce qui signifie que ces communistes ont été condamnés pour des opinions politiques formulées oralement ou par écrit entre eux ou auprès de quelques douzaines d'autres personnes du même avis (...).

Mon mari a lui-même écrit quelques articles théoriques, par exemple les éléments de base pour le *Petit programme d'action*, dans lequel il essaie de définir une base d'action commune pour les communistes et les socialistes qui ne sont pas d'accord avec tout le programme marxiste, mais soutiennent le régime socialiste en Tchécoslovaquie. Je voudrais aussi faire remarquer que le *Petit programme d'action* mentionne explicitement que les nationalisations de février 1948 étaient nécessaires et justes et qu'on ne saurait prononcer aucune remise en question à ce propos.

Il est faux que mon mari ou l'un quelconque des autres communistes condamnés aient jamais été partisans de la démocratie bourgeoise. Tous sont des partisans sans équivoque de la démocratie socialiste basée sur les intérêts et le contrôle des plus larges masses. Mon mari a toujours posé comme un principe le besoin d'un contrôle par en bas, c'est-à-dire par la volonté des masses.

Bon nombre de partis de gauche, communistes ou autres, des syndicats, nombre de personnes d'opinions démocratiques et anti-impérialistes dans le monde se sentent à juste raison concernées par les procès en Tchécoslovaquie. Je suis convaincue que les partis communistes et ouvriers, les personnes d'opinion communiste et marxiste et tous les défenseurs du socialisme ont le droit inaliénable de s'exprimer sur les problèmes concernant les communistes, les socialistes et les autres citoyens qui ont été accusés.

Ce même droit appartient également à l'opinion publique démocratique qui se sent concernée partout dans le monde par la défense des droits de l'homme fondamentaux.

Le mouvement communiste et le mouvement ouvrier international doivent trouver une plate-forme commune basée sur le fond et non point seulement sur l'aspect superficiel des événements tchécoslovaques. Sous cet angle, il faut poser la question : pourquoi l'entrée nocturne des troupes alliées sur le territoire tchécoslovaque a-t-elle été caractérisée comme une « aide inter-

nationale », tandis que le désaccord exprimé sur ce sujet par de nombreux partis communistes et partis de gauche a été caractérisé par nos autorités comme une « ingérence dans nos affaires intérieures, déplacée et indésirable », au contraire de l'aide internationale ?

Pourquoi le peuple tchécoslovaque ne sait-il rien de l'expression de ces désaccords à la lecture de la presse légale de ce pays ? Et je pose une autre question : pourquoi ces procès ont-ils eu lieu à huis clos s'ils étaient justifiés ?

Pour terminer, je voudrais ajouter ceci : il est certain que la protestation d'organisations communistes et de mouvements de gauche, incluant l'opinion publique anti-impérialiste, peut alléger le poids qui pèse sur les prisonniers tchécoslovaques. Je suis convaincue plus que jamais qu'il faut mettre à l'ordre du jour la clarification des problèmes politiques à un niveau théorique plus élevé au sein du mouvement communiste et ouvrier. Il nous faut en particulier clarifier le processus par lequel la classe ouvrière pourra, dans les pays socialistes, élargir le pouvoir qu'elle a su conquérir. Selon moi, il est faux de prétendre que ces problèmes concernent exclusivement les partis au pouvoir là où la classe ouvrière s'est hissée à la tête du pays.

Il est essentiel que les partis communistes et leurs alliés, dans les pays où la bourgeoisie possède encore le pouvoir, puissent ouvrir des perspectives qui donnent au socialisme un visage susceptible de conquérir des couches et des groupes de la population aux côtés de la classe ouvrière.

On ne saurait utiliser ses alliés dans la seule période de la conquête du pouvoir et dans la première phase de la construction de la société socialiste. Dans l'intérêt même du gouvernement communiste mondial, les droits démocratiques doivent également être garantis dans la période « intérieure », c'est-à-dire à l'étape du développement socialiste, désormais atteinte en Tchécoslovaquie ; et de telle sorte que l'exercice de ces droits puisse être réellement et non pas simplement formellement garanti.

Au 38<sup>e</sup> congrès de la CGT, en avril 1972, en réponse à l'intervention de Jacques Dupont qui avait demandé l'envoi d'une Commission ouvrière internationale d'enquête en Tchécoslovaquie, Georges Ségué, secrétaire général de la CGT, avait déclaré :

« Peu de temps passera avant que la CGT réponde à cette préoccupation bien compréhensible (celle des travailleurs sur sujet de ce qui se passe en Tchécoslovaquie). »

Du 22 au 27 janvier 1973, une délégation de la CGT, invitée par les syndicats tchécoslovaques, a séjourné à Prague. L'humanité du 2 février signale que « les conversations se sont déroulées dans une atmosphère amicale et fraternelle ».

Une question est posée, celle que des milliers et des milliers de militants ouvriers de toutes tendances, qui ont arraché avec le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays d'Europe de l'Est, la libération de L. Pachman, posent, celle que des milliers et des milliers de militants du PCF posent avec Pierre Daix, celle que les syndiqués CGT ont posée au 38<sup>e</sup> congrès de la CGT avec J. Dupont : « Nous voulons savoir, nous voulons connaître la vérité, nous continuons le combat pour la libération des emprisonnés. Commission ouvrière d'enquête ! »

Ségué doit répondre à ce que lui-même considère comme « cette préoccupation bien compréhensible ».

## Tortures au Brésil

Les milliards de dollars investis dans le « Miracle brésilien » bénéficient des « migrations de main-d'œuvre consécutives au chômage » vers les grands travaux amazoniens et de la misère organisée à coups de dévaluations successives. Mac Namara s'est déclaré inquiet devant les menaces qu'engendre « l'inégalité croissante », c'est-à-dire la surexploitation et la paupérisation de 80 % de la population (pour 72 millions de personnes, le pouvoir d'achat a été réduit de 300 % entre 1958 et 1971) ; en fait, seuls « 2,8 % de la population ont réellement accès aux biens de consommation ».

L'impérialisme US a obtenu toute garantie pour le placement de ses capitaux : le Décret de Sécurité nationale envoie devant le tribunal militaire, tout individu assimilable au « facteur opposé aux objectifs nationaux » (article 2). De fait, les organisations ouvrières et démocratiques ont été détruites. Les droits, libertés, garanties suspendus. Les polices politiques et de sécurité relaient les escadrons de la mort pour arrêter, torturer, assassiner démocrates, militants, travailleurs. Des nerfs armés sement la terreur dans la population et tentent de briser toute velléité d'opposition et d'organisation.

La torture, élevée au rang d'institution, avec ses écoles, ses spécialistes, est utilisée systématiquement lors des arrestations d'hommes, femmes et enfants, en présence de médecins qui veillent à l'obtention de souffrances maximum. Plusieurs centaines de morts sous la torture sont dénombrés. Des camps de concentration gardaient 12 000 prisonniers politiques en juin 1972 ; mais les salles de torture sont dissimulées dans les locaux de la police jusqu'au 5<sup>e</sup> étage du ministère de la Marine à Rio.

Le décret de sécurité nationale entend étendre sa « juridiction », non seulement au Brésil, mais également, « même s'ils ont été commis à l'étranger, aux crimes qui, même partiellement, ont produit ou devraient produire des effets sur le territoire national » (article 5) « aux crimes commis par un étranger contre un Brésilien en dehors du Brésil » (article 6).

On a vu la dictature brésilienne intervenir militairement contre la population de Saint-Domingue, armer le coup d'Etat de Banzer contre l'Assemblée populaire de Bolivie, envoyer ses spécialistes de la torture en Uruguay, au Paraguay, en Bolivie, en Argentine ; il y a quelques mois, le père des « escadrons de la mort », Fleury, venait demander aux autorités françaises les moyens de réprimer les exilés brésiliens qui séjournent en France.

Les crimes se multiplient, la gangrène s'étend, bénéficie du silence des organisations ouvrières internationales. L'isolement dans lequel se trouve le prolétariat de ces pays est le meilleur soutien donné à l'impérialisme.

En Bolivie, en novembre 1972, la classe ouvrière libérait par la grève et la manifestation les responsables syndicaux arrêtés par Banzer. En novembre, le Parti ouvrier révolutionnaire de Bolivie appelait à la solidarité des organisations ouvrières et démocratiques internationales.

Le combat pour défendre les libertés démocratiques partout dans le monde est un et indivisible.

Il nous appartient d'agir pour que s'organise cette solidarité.

VIENT DE PARAITRE :

## LA VÉRITÉ

Revue du Comité central de l'OCI  
N° 559 - Janvier 1973 - Prix : 6 F

Au Sommaire :

Le carrefour des élections législatives.

L'Unité populaire au Chili.

La ligue communiste dans le camp du nouveau Front populaire.

● EN ESPAGNE. Une série de grèves importantes ont à nouveau éclaté en Espagne la semaine dernière. A Bilbao, les 2 500 ouvriers des chantiers navals - Astilleros Espanoles - ont débrayé pour exiger des augmentations de salaires et la liberté syndicale. Dans la banlieue industrielle de Bilbao, les ouvriers remettent en question les conventions collectives, exigent 3 000 pesetas d'augmentation par mois alors que le patronat n'accorde que 6 000 pesetas par an. A Sertao, 3 500 ouvriers paralysent la « Babcock Wilcox » depuis dix jours. En Galice, 3 000 ouvriers des chantiers navals « Astanos » ont débrayé 24 heures. Cette même semaine, 100 000 instituteurs ont fait grève pour arracher une revendication demandant l'augmentation de leurs traitements, laquelle a été satisfaite. Les professeurs du secondaire de Madrid sont alors entrés en mouvement.

● EN BELGIQUE. Les 2 400 ouvriers des usines Ford d'Anvers terminent leur troisième semaine de grève. Le patronat se refuse à toute négociation depuis le début du conflit qui manifeste une très grande combativité.

La jeunesse étudiante et lycéenne manifeste depuis près d'un mois contre la suppression des sursis décidée par le gouvernement belge. Les manifestations de masse sont de plus en plus importantes. Le 31 janvier, 15 000 étudiants ont affronté à Bruxelles les forces de police dans des conditions où la répression a été particulièrement violente. Les « forces de l'ordre » ont ainsi envoyé une quarantaine d'étudiants à l'hôpital.

● EN ALLEMAGNE. Les métallos en lutte pour l'augmentation de leurs salaires devant la montée en flèche du coût de la vie désavouant la direction de l'IG Metall. Celle-ci a en effet accepté un compromis avec le patronat sur la base d'une augmentation de 8,5 %, les travailleurs n'acceptant pas moins de 11 %, ce chiffre étant déjà très en deçà des revendications de départ. 25,9 % des métallos se sont prononcés pour l'accord à 8,5 %, mais 52,2 % pour la poursuite de la lutte. De grands combats se préparent.

● EN ANGLETERRE. Le syndicat des fonctionnaires qui regroupe près de 200 000 membres a arrêté le principe d'une grève de 24 heures en février, contre la politique du gouvernement sur les revenus. Ce sera la première grève de ce genre en Angleterre.

● AU LIBAN. La jeunesse étudiante a affronté la semaine dernière les forces de police déchaînées (20 blessés dont 5 graves). Ces manifestations avaient lieu en solidarité avec la grève générale des 20 000 professeurs et instituteurs des écoles privées et des 16 000 enseignants des écoles publiques qui réclament une augmentation de 40 % de leurs salaires. Le gouvernement se refuse à toute négociation pendant la grève. 266 instituteurs ont été licenciés le 30 janvier pour avoir demandé le droit de constituer un syndicat.

● EN GRECE. De puissantes manifestations de la jeunesse, particulièrement des étudiants, se déroulent dans ce pays. La masse des étudiants, contre la dictature des colonels, le droit de constituer des associations libres. En dépit de l'intervention personnelle du colonel Patakos, la mobilisation s'étend dans les facultés d'Athènes, particulièrement à la veille du procès de 15 dirigeants étudiants devant la cour martiale.

Biblioteca de Comunicació  
i Hemeroteca General  
CEDOC



# « mener la lutte jusqu'au bout, sans ménagement »

(Léon Trotsky, 1935)



## Lettre de Trotsky à la direction du groupe bolchevik-léniniste

(Extraits, 4 novembre 1935)

Chers camarades,

Il nous parvient de divers côtés des informations suivant lesquelles, même dans nos rangs, au moins en ce qui concerne certains camarades et certains petits groupes, il se manifeste des tendances sapistes (1) au sujet de la politique du Front populaire. Ce fait me paraît d'une importance décisive. Admettre là-dessus des ambiguïtés et des équivoques serait s'exposer à la pire démolition politique.

Déjà, quand certains camarades se plaignent du « ton âpre » de notre critique du SAP, les camarades les plus anciens au moins se souviennent malgré eux de l'histoire des discussions entre les marxistes et les révisionnistes. On accusait toujours les marxistes d'employer un ton fâcheux. Ce n'étaient pas tellement les révisionnistes eux-mêmes que les éléments hésitants, qui cherchaient à outaer la discussion, pour en atténuer les angles trop aigus, et pour éviter de poser les problèmes de façon nette. Il va sans dire que le ton d'un article peut être parfois trop brutal, et il est de leur devoir et du droit de chacun d'attirer l'attention de son auteur et de la rédaction là-dessus. Mais ce type de gens qui parlent toujours presque exclusivement du ton prouvent ainsi qu'au fond c'est le contenu même qui les gêne — sans qu'ils s'en rendent compte ou puissent sans rendre compte. Une discussion sur le ton, sur le degré admissible de sévérité, est cependant assez stérile. La discussion sera beaucoup plus féconde à partir du moment où elle passera sur le terrain politique, et c'est à ce terrain qu'appartient au premier chef la question du Front populaire et du social-patriotisme.

Il est parfaitement explicable qu'au cours des premières semaines, certaines oscillations se soient également manifestées dans nos propres rangs : la situation est complexe, le Front populaire était pour beaucoup d'entre nous un phénomène et par conséquent un problème nouveau. Mais le fait que certains camarades, aujourd'hui encore, après une expérience relativement importante du Front populaire et les importants articles qui ont été publiés dans notre presse, se révèlent partisans de la politique du Front populaire, me paraît un symptôme extrêmement inquiétant. Sur cette question, il faut élever à temps la protestation la plus sévère, car il ne s'agit ni plus ni moins que de la ligne de clivage entre le bolchevisme et le menchevisme. On dit qu'il serait faux d'exiger l'élimination des radicaux du Front populaire : les masses devraient d'abord faire leur expérience des radicaux. C'est pourquoi il serait préférable d'exiger la prise du pouvoir par le Front populaire dont la seule carence inciterait les masses à accepter nos enseignements, etc. Cette façon de penser est intégralement mencheviste.

1) « Les masses populaires doivent faire leur expérience des radicaux. » Bien. Mais pourquoi les organisations ouvrières devraient-elles y prendre part ? Les radicaux peuvent faire aussi bien la démonstration de leur carence sans Front populaire. Le Front populaire, précisément, ne sert pas à démasquer mais à couvrir cette carence.

Chers Camarades,

Dans le dernier numéro de Quatrième Internationale un dénommé Desolre, ayant par hasard découvert un texte de Trotsky qui ne figurait pas dans Le Mouvement Communiste en France, me reproche vivement de n'avoir pas publié tous les textes de Trotsky dans un volume d'œuvres choisies... J'accepte le reproche et vous demande de m'aider à expier en publiant les deux textes inédits de Trotsky que je joins ci-contre. Je crois en effet avoir commis une erreur politique grave en ne publiant pas dans Le Mouvement Communiste en France ces deux lettres inédites consacrées par Trotsky aux problèmes du Front populaire, de l'alliance avec un parti bourgeois... et sur Krivine-Weber d'il y a trente-sept ou trente-huit ans, lettres qu'il adressait aux militants trotskystes français.

C'est en effet une leçon de méthode que Trotsky y donne, n'abordant pas le problème des « radicaux » d'un point de vue électoraliste ou parlementaire (leur nombre ou leur influence, s'ils ont rédigé ou seulement signé le programme après l'avoir ou sans l'avoir lu, etc.) mais du point de vue de classe. Il dit un certain nombre de choses tout à fait « sectaires » sur un ton « désagréable », et en plus des choses désagréables sur ceux qui se plaignent du « ton » des « sectaires ».

En vous remerciant,

P. Broué.

2) Les socialistes ont fait pendant des années le Front populaire avec les radicaux. À partir de rien, ils ne sont arrivés à rien, en passant par rien. La crise a forcé les socialistes à une rupture — qui est loin d'être complète — avec les radicaux. Cette rupture a provoqué une scission à l'intérieur du Parti socialiste — avec les néo-socialistes (2). Ces faits, espérons-le, ont une certaine importance. Ils sont précisément le résultat de la déception des masses laborieuses vis-à-vis de cette collaboration des socialistes avec les radicaux. Cette déception résume toute une période historique. La pression des masses a forcé les socialistes à faire un bloc avec les communistes, et l'idée du Front populaire, c'est-à-dire du rétablissement de l'alliance avec les radicaux, n'a pas été soulevée par « les masses », mais par Moscou. Seule l'autorité de leur direction coalisée — socialistes et communistes — a rendu possible le renouvellement du cartel avec les radicaux, à peine supportable pour les masses ouvrières. Si nous, l'aile révolutionnaire, nous disons à la classe ouvrière : « Les radicaux hors du Front populaire ! », nous formulons le résultat de leur expérience historique et nous reflétons l'état d'esprit de leur avant-garde.

3) « Les masses doivent se convaincre par elles-mêmes. » Nous ne les en empêchons nullement. Nous refusons simplement que la petite bourgeoisie acquière une « conviction » nouvelle sur le dos de la classe ouvrière. Que serait-elle ? Si le Front populaire continue à végéter, s'il arrive au gouvernement et, en tant que tel, fait faillite, alors l'expérience des masses les conduira à cette grande leçon : les radicaux, les socialistes et les communistes sont tous les mêmes « canailles » qui ne se sont accidentellement unies que pour mieux nous trahir. Il faut leur tourner le dos et chercher auprès des fascistes la voie juste.

4) On oublie que toute la crise du régime parlementaire a son origine dans la crise de confiance des masses vis-à-vis des radicaux, et que les organisations ouvrières, comme de bons samaritains, se sont sacrifiées pour tenter de remplacer par le leur le nez depuis longtemps pourri du parti radical. Ne pas lancer les avertissements les plus sévères, ne pas lancer l'exigence : « Les radicaux hors du Front populaire ! » serait de notre part pure trahison.

5) Mais les stalinien ne s'en tiennent pas aux radicaux. Ils ont déjà obtenu l'adhésion des néo-socialistes. La scission avec les néo-socialistes constituait un progrès. Ce progrès, ils l'ont appelé le parti de Briand, de Paul-Boncour, etc. Ils l'ont également accepté dans le Front populaire. Et comme si cela ne suffisait pas, ils essaient maintenant de rallier au Front populaire le parti de Flandin (3). Il y a certes beaucoup de petits bourgeois qui votent pour Flandin. Fait-il pour autant faire avec lui une expérience en commun ? Car il ne s'agit pas de l'expérience des masses, qu'elles font sans nous, contre nous, et sous notre critique, mais de l'expérience commune, c'est-à-dire de la collaboration politique avec l'ennemi de classe. C'est exactement en quoi consistait la philoophie mencheviste en 1905 et surtout en 1917 en Russie ; c'est en cela que consistait

la politique stalinienne en Chine vis-à-vis du Kucmintang (4), etc. Ces traîtres essaieront toujours de dissimuler leur propre politique félonne d'aide à la bourgeoisie par la nécessité de l'« expérience » des masses.

6) On peut vraiment soupiner de soulagement maintenant que le SAP s'est enfin décidé à cesser de reproduire en les diluant nos propres analyses et mots d'ordre, et qu'il cherche à manifester sa propre physionomie politique. Dans la question de la guerre, du 7 congrès mondial et du Front populaire, ils ont maintenant découvert leurs batteries. Qu'ils fassent croire à des âmes naïves que notre « sectarisme » et notre « critique exagérée » les écartent de la IV<sup>e</sup> Internationale. Nous leur répondons : « Vous mentez, messieurs ! Vous n'êtes que de vulgaires pacifistes (désarmement), vous êtes des brandériens (5) de seconde zone (votre position vis-à-vis de la fraternisation politique avec la bourgeoisie, le « front populaire »). » Si tous nos camarades dans nos rangs comprennent la profondeur des oppositions, alors ils devront également se rendre compte que le ton de la polémique doit correspondre à l'acuité des oppositions. Autrement les ouvriers vont croire qu'il s'agit d'une divergence accessoire, d'une querelle de famille. Le marxisme se dresse ici, irrécusablement, face à un centrisme qui tourne à droite. Il faut mener la lutte jusqu'au bout, sans ménagement !

Je suppose que certains camarades trouveront également excessivement âpre et insuffisamment fraternel le « ton » de cette lettre. J'en prends d'avance mon parti. Mais qu'ils ne négligent pas le contenu de ses arguments ! S'ils sont faux, je les prie de répondre de la façon la plus âpre, et je m'engage à ne jamais me plaindre du ton polémique, car le fond est toujours plus important que la forme.

4 novembre 1935

(1) Du nom du SAP, parti allemand où se retrouvaient des militants de l'ancienne opposition de la gauche socialiste et de la droite communiste. Ce parti, signataire en 1933 d'une déclaration pour la IV<sup>e</sup> Internationale, évoluait à cette époque vers le Front populaire : le dirigeant de ses jeunesse était Willy Brandt.

(2) Les « néo-socialistes » étaient inspirés par Adrien Marquet et Marcel Déat. Leur parti dissident devait entrer dans le Front populaire. Le premier devait devenir ministre de Pétain et le second dirigeant du RNP pro-nazi sous l'Occupation.

(3) Flandin était dirigeant de l'Alliance démocratique ; le Front populaire n'avait pas, lui non plus, de « rivage à droite » ; il devait être chef du gouvernement de Vichy après Laval.

(4) Parti nationaliste chinois de Tchang Kai-shek, soutenu par Staline, et qui avait en 1927 massacré les ouvriers chinois et mis le PC hors-la-loi.

(5) Brandler, ancien dirigeant du PC allemand, était chef de l'opposition de droite.

## Lettre au Bureau Politique du Parti Ouvrier Internationaliste

extraits, 19 juillet 1936

Chers camarades,

Le dernier numéro de Révolution qui produit en somme une impression très favorable porte un chapeau qui surprend : « Sous la protection vigilante des travailleurs français, le gouvernement de Front Populaire pourra réaliser le programme... » Cette formule est doublement fautive : 1) même « sous la protection », le gouvernement ne réaliserait pas le programme, qui est irréalisable, puisqu'il présume la prospérité dans le régime capitaliste. 2) notre tâche n'est nullement la « protection » du gouvernement de coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Je suis sûr qu'il ne s'agit ici que d'une formulation hâtive, et pas d'une divergence profonde. Mais pour éviter dans l'avenir des malentendus, je tiens à m'expliquer encore sur cette question.

Nous avons avec le Front Populaire des ennemis communs. C'est pourquoi nous sommes prêts à les combattre parallèlement, avec les groupes réguliers du gouvernement de Front Populaire, sans prendre sur nous la moindre responsabilité pour ce gouvernement ni nous ériger en « protecteurs » de Léon Blum (...).

Nous ne devons pas cacher aux masses que le programme n'est pas réalisable dans le cadre du capitalisme. De l'autre côté, que les parties réalisables du programme seraient toujours sabotées par les radicaux (...).

Il faut nuancer et personifier notre critique du gouvernement en portant les coups les plus terribles contre les ministres radicaux, et en expliquant aux ouvriers socialistes et communistes, que ce sont Daladier, Delbos, Rucard, etc., qui sabotent et qui ne peuvent pas ne pas saboter tout ce qui est progressif dans le programme du gouvernement. Le service de deux ans reste. Les officiers réactionnaires garderont leurs places. L'organe de Léon Blum Le Populaire continue à être prohibé dans les casernes. Qui est le responsable ? Daladier, le vieil agent de l'impérialisme français. Les radicaux sont la ligne de moindre résistance pour la critique révolutionnaire. En concentrant le feu contre les ministres radicaux (avec des exemples tout à fait concrets) vous trouverez facilement l'oreille des ouvriers socialistes et communistes. Vous pouvez ajouter avec raison : « Malheureusement, les chefs communistes soutiennent les radicaux contre les chefs socialistes. » En tout cas, le mot d'ordre doit être : « Il faut chasser les bourgeois radicaux du gouvernement Blum. Voilà la nuance. Elle est extrêmement importante pour cette période, mais elle ne signifie nullement la « protection » du gouvernement Léon Blum. »

Nous devons maintenir un langage plutôt explicatif qu'un langage excitant. Mais ce langage doit rester néanmoins très ferme et intransigent.

Dans le Populaire du 16 juillet on trouve un article de Collinet (1) qui essaie de réconcilier notre critique du Front Populaire avec la « protection » (ou la reconnaissance, si vous voulez) du gouvernement Blum comme « notre » gouvernement. Nous ne pouvons pas naturellement nous solidariser avec Collinet malgré les plagiats qu'il fait de notre critique. Nous devons les battre, précisément à cause de cela, il veut réconcilier la critique révolutionnaire avec la coalition entre le prolétariat et la bourgeoisie radicale. C'est le point crucial de toute la situation politique en France.

Dans votre papillon comme dans le tract du 14 juillet, on trouve le mot d'ordre de la « garde ouvrière ». Pourquoi avez-vous laissé tomber la formule de la « milice ouvrière » ? De tels changements sont très préjudiciables pour la propagande. Il faut bien choisir les mots d'ordre et les formules, mais, après les avoir choisis, il faut les maintenir jusqu'au changement de la situation objective.

(1) Michel Collinet, ancien ministre, était à cette époque à la tête du SPJO, avec Marceau Pivert, dans une tendance centriste « Gauche révolutionnaire ».